Vol 17 # 45 • Du 8 au 14 Mai 2024

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

LE CPT RÉCLAME LES FORCES OCCUPANTES KÉNYANES



Voir page 3

Les soldats kényans de la Mission multinationale d'appui à la sécurité en Haïti sont sur le point d'intervenir, suite à la lettre du Conseil présidentiel de Transition (CPT) au président kényan William Ruto.

NON AUX CRIMES DE MEURTRES, DE VOLS ET DE VIOLS DE LA DGM SUR LES HAÏTIENS !



Voir page 4

Le viol d'une mineure haïtienne de moins de 14 ans par ce militaire de l'Armée de l'Air, Paulino de la Cruz, qui opérait sous les ordres de la Direction générale des migrations (DGM)

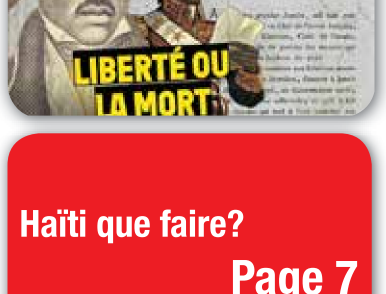
Kongrè Wanament lan mande pou manm Konsèy Prezidansyèl yo demisyone

Page 6

What Is the Political Significance of the Installation of CARICOM's Presidential Council?

Page 9





Haïti que faire?

Page 7





L'eau comme arme de guerre !

Page 10-11

États-Unis : Travailleurs de Mercedes, debout !

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Le temps des mesquineries politiques est de retour !

Par Berthony Dupont

Depuis le chambardement qui a mis à l'écart le gouvernement intérimaire du SDP-Fusion-Phtk et alliés, on espérait que les revendications et mobilisations populaires allaient aboutir à une situation inédite : celle visant justement au renversement du régime mesquin et la mise à plat de la domination impérialiste en Haïti au bénéfice des classes défavorisées. C'était bien compté, mal calculé. L'élite sociopolitique haïtienne s'est illustrée davantage dans la collaboration avec l'ennemi et comme toujours, s'active à servir avec loyauté, compétence et abnégation les puissances capitalistes dont leurs forces anti-changement sont plus puissantes et plus sophistiquées que jamais.

Vu leur capacité de domination sur tous les points essentiels du pays, elles ont pu rapidement récupérer le mouvement afin de nous retourner à une situation pire que notre point de départ. Elles se sont servies de leur arsenal d'esclaves domestiques pour nous construire sur mesure et selon leur goût un Conseil Présidentiel de Transition (CPT) avec les mêmes rejets de la société qui, non seulement, sont des traîtres à la patrie mais également d'agents authentiques des ennemis du pays. Entre ces différents individus et courants politiques, tous, allaités à la mamelle capitaliste, aucune réconciliation même la plus basique n'est possible. Il n'y aura jamais d'homogénéité ni d'entente dans cette association improbable ressemblant davantage à un « Club d'Ali Baba et les 40 voleurs ». D'ailleurs, c'est l'aspect le plus marquant et l'ambigüité même de ce regroupement forcé formant ce prétendu exécutif haïtien de la transition.

En ce sens, aucune confiance ne peut être accordée à ces laquais au service des oligarques du pays, représentants de la classe capitaliste et de ses institutions corrompues, prétendument venues à la rescousse du peuple haïtien. Aucune issue conforme aux intérêts des travailleurs ne pourra être trouvée par ces différents partis ou organisations politiques inféodés au système capitaliste.

On veut pour preuve, la bagarre indécente qui a éclaté entre eux au sujet des élections pour la présidence et le poste de Premier ministre du Conseil. Elle illustre leur mentalité mesquine qui les rend indigne face aux aspirations populaires. Ils ont tourné le dos aux valeurs du pays et à leur propre honneur en tant qu'Haïtien et de fait, sont incapables de tirer les leçons du passé, de se projeter vers le futur et de prendre enfin des décisions capables de rétablir Haïti et les Haïtiens dans leur trajectoire de 1804.

La lutte fratricide en cours ne visait pas à s'entendre pour écarter les forces occidentales de la domination du pays, au contraire, tout leur combat résulte à trouver qui d'entre eux a plus de capacité, de bassesse afin de mieux servir les forces coloniales.

Ces vendus sont aussi dangereux que l'ex-Premier ministre de facto Ariel Henry qui avait sollicité l'occupation du pays. Eux, au lieu d'arrêter le processus d'intervention militaire pour éviter au pays une énième honte nationale, préfèrent le cautionner inconditionnellement dans l'ultime but de satisfaire les quatre volontés de leurs patrons et de sauvegarder leurs intérêts vitaux. N'y a-t-il pas là, une indéniable continuité, une position de classe? Certes, il n'y a aucun reniement de leur part ni aucun marronnage, au contraire, ils assument leur conviction en acceptant les conditions de la CARICOM sur la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti (MMAS) pour être membre du Conseil Présidentiel.

Au lieu de rompre avec ces institutions moribondes pour empêcher la poursuite de la mauvaise gouvernance du pays, cette classe politique préfère se transformer en courroie de transmission des mesures régressives des puissances impérialistes. Facilitant les Etats-Unis pour apparaître comme un pays bienfaiteur, prêts à jouer un rôle d'appoint à un État dysfonctionnel où la puissance publique a failli. La propagande est d'envoyer à l'opinion publique internationale l'image que Washington recherche sincèrement la paix et la stabilité en Haïti et pourquoi pas dans le monde. Et que le capitalisme ne serait plus un péché mortel ! Est-ce la nouvelle doctrine qu'on veut enseigner au peuple désabusé face à toutes ces hypocrisies et ces mesquineries politiques ?

Faut-il le rappeler qu'au sein de ce Conseil Présidentiel de Transition patronné par les impérialistes occidentaux avec la CARICOM comme intermédiaire, les coups bas feront partie de la vie de cette structure présidentielle multi-tête. Chacun joue pour sa chapelle, ce qui explique que très tôt la cohabitation s'avère difficile et anarchique et où chaque Conseiller (Président) cherche à s'approprier un ministère, des directions générales et n'hésitant pas à décrier l'autre pour se justifier et donner du crédit à son action. C'est une ambiance délétère qui règne au sein de ce Collège présidentiel à 9 têtes qui va, sans doute, pondre un gouvernement à son image.

Ce pouvoir sera mesquin parce que les protagonistes qui le composent sont des sans-pudeurs qui ont accepté l'inacceptable en échange à l'exploitation brutale insidieuse de leur patrie. Si finalement il arrive à se constituer, ce pouvoir ne saurait nous conduire à aucun projet de société nationale et son point fort sera sans aucun doute, la volonté de vengeance, la frustration, les intrigues, la tromperie, le pillage, la médiocrité, la forfaiture, la bassesse, la méchanceté criminelle et surtout la combine mafieuse officielle.

Un tel Micmac nous empêchera pour longtemps de relever la tête, de rester vraiment un pays digne et souverain à la face des autres. Nous ne serons qu'un peuple-objet qui n'arrivera guère à s'organiser, à fonctionner sans une béquille de l'Occident.

A ce stade, est-il trop tard pour redresser la barre du pays ? Assurément Non ! L'essentiel, les progressistes et les révolutionnaires ne doivent pas jouer sur plusieurs tableaux. Ceux qui sont réellement engagés dans le camp socialiste, anti-impérialiste ont le devoir d'apporter un nouveau souffle à la lutte du peuple pour mettre fin à cette mascarade institutionnelle.

Face à l'ennemi principal, qu'on le veuille ou non, seule une rupture décisive avec le capitalisme oligarchique piétinant en permanence, non seulement, les droits des travailleurs, mais aussi les intérêts de la Nation, pourra empêcher le pays de tomber définitivement dans l'abîme. Seule la défaite des capitalistes, à travers une révolution prolétarienne pourra nous apporter la paix, la prospérité et la fin de toutes nos mesquineries politiques.

Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: ________________________

Prénom: ____________________

Adresse: ____________________

Ville: ________________________

Etat/Pays: __________________

Zip Code/Code Postal: __________

Tél: _________________________

E-mail: ______________________

Modalités de paiement

Montant : $ __________

☐ **Chèque** ☐ **Mandat bancaire**

☐ **Carte de crédit**

Numéro : ______________________

Date d'expiration : _______ /______

Code de sécurité : _______________

Tarifs d'abonnements

Etats-Unis
Première Classe
☐ $100 pour un an
☐ $50 pour six mois

Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes
☐ $140 pour un an
☐ $80 pour six mois

Canada
☐ $125 pour un an
☐ $65 pour six mois

Europe
☐ $150 pour un an
☐ $80 pour six mois

Afrique
☐ $150 pour un an
☐ $85 pour six mois

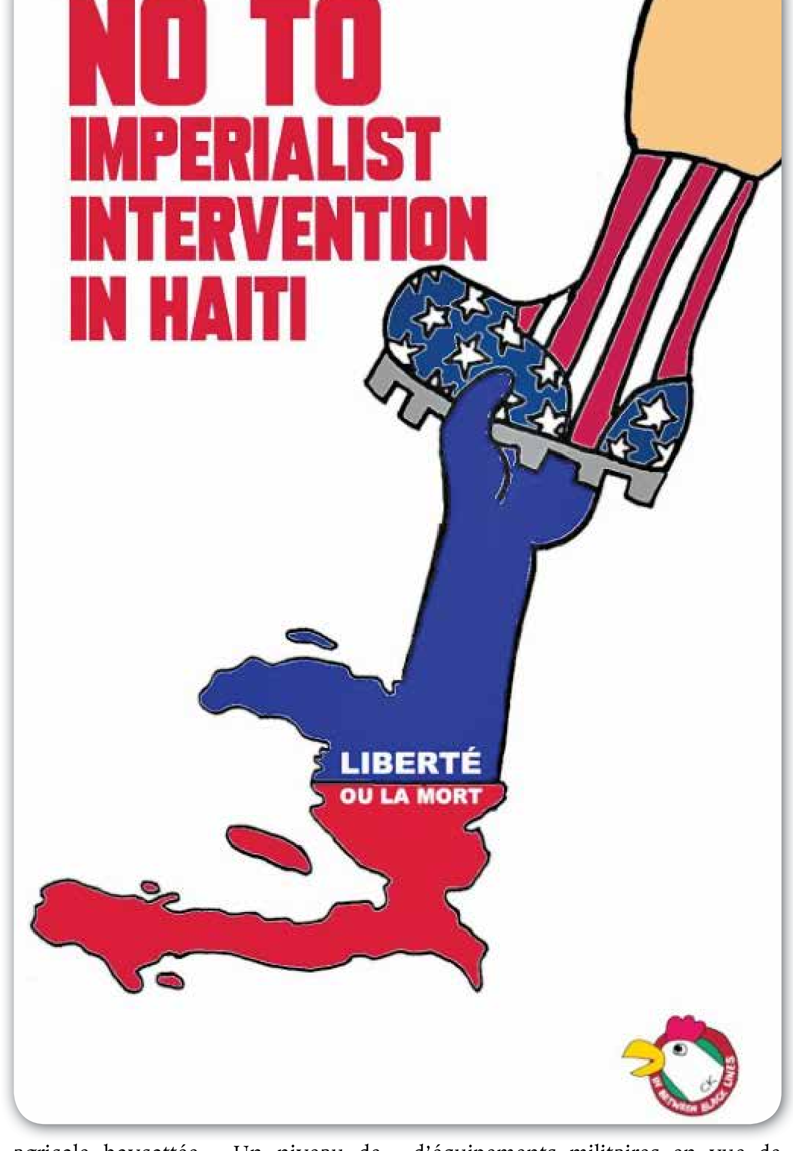
Le CPT réclame les forces occupantes kenyanes



Les 9 membres du Conseil présidentiel de transition (CPT) réclamant le déploiement des militaires kenyans en Haïti



Des avions américains transportant d'équipements militaires en vue de renforcer la Mission multinationale de soutien à la sécurité



Par Marie Laurette Numa

Les 9 membres du Conseil présidentiel de transition (CPT), les nouveaux traîtres à la Nation, sont déjà à l'œuvre. Travaillant sous le diktat de l'administration coloniale américaine, ils viennent de commettre un autre acte d'infraction contre le pays en écrivant au président Kenyan William Ruto le lundi 6 mai pour réclamer le déploiement des forces étrangères que les puissances occidentales en accord avec le Conseil de Sécurité de l'Onu ont baptisé pour mieux vendre leur projet: Mission multinationale d'appui à la sécurité en Haïti.

Cependant les préparatifs pour salir et souiller une énième fois le territoire haïtien par les occidentaux vont bon train. Ils ont déjà acquis un bon nombre de pays à leur service tels que les Bahamas, le Bangladesh, la Barbade, le Bénin, le Tchad, la Jamaïque et le Kenya pour les aider dans leur forfaiture.

C'est un projet de honte bien huilé d'hypocrisie et de mensonges par l'administration Biden qui continue l'objectif prédateur des anciennes puissances esclavagistes de punir Haïti pour son dynamisme historique et sa contribution à l'humanité.

Les forces d'occupation sont déjà en route selon le secrétaire d'État adjoint des États-Unis pour le Bureau des affaires internationales de lutte contre les stupéfiants et le maintien de l'ordre, Todd D. Robinson, un déploiement initial de policiers kényans est en cours de planification pour se rendre en Haïti. Tout cela débutera sans nul doute avec la visite d'État du président William Ruto et son épouse Racheo, à Washington le 23 mai prochain afin de marquer le 60e anniversaire des relations diplomatiques entre les deux pays.

Entre temps, le Pentagone est chargé, en pays conquis, de la construction d'une base militaire pas trop loin de l'aéroport international à Port-au-Prince pouvant accueillir et loger les forces occupantes.

L'ONU a indiqué qu'un fonds fiduciaire de 18 millions de dollars est disponible pour la mission d'occupation. Quel contraste entre le zèle déployé avec faste par les occidentaux particulièrement les Etats-Unis, la France et le Canada pour venir en aide à ce projet d'interventions militaires d'Haïti tout en fermant leurs yeux sur la sinistre situation économique du pays et de l'immense majorité de la population haïtienne vivant dans une misère abjecte ?

Faut-il signaler que cette occupation annoncée est planifiée de toute pièce sur le symbolisme de sécurité, de démantèlement des gangs qui n'est qu'un grand mensonge, un bluff pour amadouer les naïfs et cacher les vrais problèmes du pays.

Ils ont utilisé la question des gangs pour cacher la vraie source du malheur de ce pays et pour désorienter également sur la solution à apporter à ce problème qu'ils ont eux-mêmes introduits. Ce sont les Etats-Unis d'Amérique, par sa politique destructrice du pays au niveau économique, social et politique par les nombreux coups d'état orchestrés et les envahissements militaires puis leur soutien au gouvernement corrompu, qui ont pillé l'économie dévastée du pays et réduit la population dans la précarité.

Le cynisme le plus accablant, Washington n'a jamais eu le courage de dire la vérité sur Haïti qu'il qualifie de pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental. Alors avec un brin d'honnêteté, il devrait plutôt dire: le pays le plus appauvri, victime de plus d'un siècle de crimes, de vols et de pillage commis par l'impérialisme américain.

Toutes nos industries ont été démantibulées, de sorte que nous ne produisons rien et que nous devenons uniquement un pays de consommation. Notre production agricole boycottée. Un niveau de chômage intolérable, un salaire de misère aux policiers, autrement que pouvait-on attendre ?

Les gangs sont les produits du niveau de pauvreté caractérisé par les mesures d'austérité dictées par le FMI, le chômage, de corruption endémique, d'instabilité politique permanente et de crise socio-économique profonde qui sont l'héritage de décennies d'oppression impérialiste.

Au lieu d'aider Haïti à sortir de ce marasme économique à surmonter le sous-développement chronique, aujourd'hui les Etats-Unis préfèrent dépenser 60 millions de dollars en armes, munitions, pour l'acquisition d'équipements militaires en vue de renforcer la Mission multinationale de soutien à la sécurité qui sera dirigée par le Kenya pour l'enfoncer davantage dans le néant. Quel serait le résultat concret de ce show militaire et de ce tapage médiatique sur les gangs sans rien dire sur les démunis, les sans-abri ? Rien ne sera différent des 13 années de la Minustah. Tout se soldera par un résultat nul ou quasiment nul !

A la seule différence les 9 membres du Conseil présidentiel de transition, ces Conzés auront le temps d'amasser une fortune, de s'enrichir sur le dos du peuple. Et quelques années plus tard, tout recommencera de plus belle avec les mêmes slogans.



GEHI & ASSOCIATES
Attorneys and Counselors at Law
FREE CONSULTATION
Naresh M. Gehi, Esq. 718-764-6911 Annie Joseph

* TPS
* Political Asylum
* Fiancé and Spouse Visas
* Sponsoring Relatives
* "Pwogram Biden"
* Deportation
* Citizenship
* All other Immigration Matters





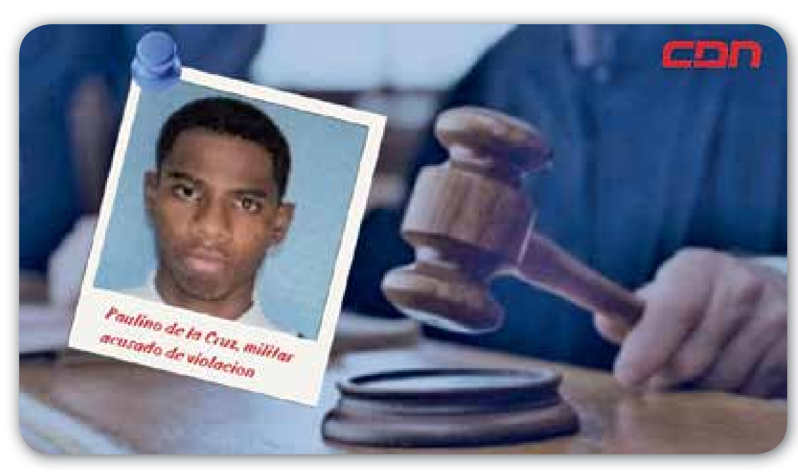
Reasonable Fees
Tel: 718-577-0711
www.gehilaw.com

104-05 Liberty Ave., Ozone Park, NY 11417 Tel: 718-577-0711
74-09 37th Ave., Ste. 205, Jackson Heights, NY 11372. Tel: 718-263-5999
173-29 Jamaica Ave., Jamaica, NY 11432. Tel: 718-764-6911

Non aux crimes de meurtres, de vols et de viols de la DGM sur les haïtiens !



Le bâtiment de la Direction générale des migrations (DGM)



La jeune femme était seule chez elle lorsqu'elle a été violée sexuellement par l'agent Paulino de la Cruz, identifié et inculpé par le Bureau du Procureur général (PGR)

Par le Collectif des Haïtiens Dominicains

Nous exigeons qu'il soit mis fin aux incursions illégales de la DGM qui conduisent à des crimes tels que des vols, des meurtres et des viols.

Le 5 avril, quelques jours après la publication de la lettre ouverte dirigée par Amnesty International en collaboration avec des organisations locales, parmi lesquelles le Collectif #HaitianosRD, dans laquelle il est demandé aux autorités dominicaines de mettre fin aux politiques d'immigration racistes qui violent la Constitution et les lois. Un nouveau crime raciste est survenu lors d'une opération de persécution de migrants : le viol d'une mineure de moins de 14 ans par un militaire de l'Armée de l'Air qui opérait sous les ordres de la Direction générale des migrations (DGM). La majorité de la société dominicaine s'est réveillée ce jour-là, choquée par ce crime perpétré par un militaire au service de la DGM. Même le président de la République, qui n'a pas l'habitude de commenter les crimes perpétrés lors des opérations d'immigration contre la communauté haïtienne, a déclaré le 15 avril que tout le poids de la loi serait appliqué à l'auteur du viol.

Selon la plainte déposée par les défenseurs des droits humains de Verón-Punta Cana, province de La Altagracia, et formellement ratifiée par la mère de la victime, le 5 avril 2024, des agents cagoulés de la DGM sont arrivés à l'aube dans le quartier où vivait la victime. Ils ont effectué une descente de maison en maison. La jeune femme était seule chez elle lorsqu'elle a été violée sexuellement par l'agent Paulino de la Cruz, identifié et inculpé par le Bureau du Procureur général (PGR), tandis qu'un autre agent de la DGM surveillait à l'extérieur de la maison.

Le représentant de la Commission Nationale des Droits de l'Homme, Santiago Molina, a déclaré en dénonçant ce cas qu'il en connaissait beaucoup d'autres dans lesquels les victimes et leurs familles n'osent pas porter plainte, par crainte de l'impunité et de représailles de la part des autorités. En 2022, le Collectif #HaitianosRD a eu connaissance d'un cas de viol d'une jeune femme haïtienne par des policiers dans un détachement de Santo Domingo Este. La jeune femme, qui a été violée alors qu'elle se rendait au détachement pour s'informer de la détention arbitraire d'un membre de sa famille pour non-approbation de son passeport, a reçu des menaces et a préféré ne pas porter plainte mais retourner en Haïti. Au-delà du fait que le gouvernement tente de se laver les mains de ces cas de violence en inculpant l'un des auteurs, voire en dissociant le DGM du crime, l'impunité continue d'être la norme et le plus grave est que le gouvernement continue de favoriser les conditions dans lesquelles ces types de crimes sont perpétrés.

Le ministère public a annoncé dans un communiqué publié le 27 avril qu'il avait obtenu l'imposition de trois mois de détention préventive contre De la Cruz, mais il omet un fait très important pour le cas et pour notre communauté : il est militaire et est affecté à le DGM. Un éditorial du média Acento souligne que De la Cruz travaillait vraisemblablement pour le DGM depuis au moins six mois, et nous doutons, comme cet éditorial, que le DGM ait l'intention de prendre ses distances pour éviter de rendre des comptes ou d'assumer des responsabilités dans cette affaire, puisqu'en fin de compte la responsabilité de cette violation correspond principalement à cette institution.

Il est extrêmement inquiétant que la seule personne accusée dans cette affaire de viol soit l'officier militaire De la Cruz. Ce militaire faisait partie d'une unité de 13 membres qui ont participé à l'opération de persécution de l'immigration clandestine dans cette communauté. C'est une raison suffisante pour que tout le monde soit accusé de ce grave crime d'intrusion illégale. Mais en outre, il est de notoriété publique que la presse nationale a rapporté que De la Cruz avait la complicité d'au moins un autre agent d'immigration, à qui il a ordonné de quitter la maison et de monter la garde à l'extérieur pendant qu'il commettait le viol.

Chaque semaine, les unités de la DGM effectuent des descentes aux petites heures du matin, perquisitionnant les maisons sans ordre du tribunal ni présence des procureurs du ministère public, forçant les serrures ou défonçant les portes des maisons. Nous avons précédemment dénoncé le fait que ces perquisitions violent systématiquement les droits fondamentaux consacrés dans la Constitution de la République Dominicaine elle-même ainsi que dans les normes internationales sur la présomption d'innocence et l'inviolabilité du logement, le droit à la liberté personnelle, à la propriété et le droit à l'intégrité personnelle. .

Dans ces opérations illégales menées par la DGM, les agents agissent généralement cagoulés et sans pièce d'identité, ce qui ne garantit pas que chaque personne détenue connaisse l'identité de la personne qui la détient et sous quelles accusations elle est détenue. Dans ces opérations illégales de la DGM, de l'argent et des téléphones portables sont fréquemment volés, des vélos et des moteurs sont saisis, entre autres biens, et même des violations sexuelles sont commises. De nombreuses détentions violent de manière flagrante la loi sur les migrations 285-04 et ses règlements qui interdisent de séparer les familles, de détenir des nourrissons et des personnes âgées, ainsi que des femmes enceintes ou allaitantes. Il s'agit donc qu'au-delà de l'accusation et de la future condamnation contre De La Cruz, le gouvernement mette fin à la politique de persécution raciste et aux opérations illégales de la DGM, en rétablissant les garanties juridiques et constitutionnelles, actuellement suspendues de facto au détriment de Haïtiens, Dominicains d'origine haïtienne et Dominicains noirs.

En conclusion, nous exigeons une véritable enquête qui approfondisse et établisse toutes les responsabilités locales pour les crimes commis le 5 avril à La Altagracia, y compris les rafles illégales, et qui établisse la responsabilité des supérieurs hiérarchiques qui ont ordonné la commission de ces actes illégaux de perquisitions, en plus d'établir les complicités de l'agent de la DGM lors de la commission de la violation. De même, nous insistons sur notre exigence que cessent les arrestations arbitraires basées sur le profilage racial et les raids irréguliers, car il s'agit d'opérations illégales qui facilitent les activités criminelles des agents de la DGM. Le gouvernement a la responsabilité de mettre fin à ces directives qui favorisent des crimes atroces et doit répondre devant les instances internationales.

Mouvement socialiste des travailleurs de la République dominicaine 4 mai 2024



Des agents de la DGM

VIENT DE PARAÎTRE : LES CAPSULES DESSALINIENNES



Les haïtiens curieux et intéressés à mieux comprendre Dessalines, cet homme fascinant, conséquent, et exceptionnel de l'humanité noire, peuvent se procurer, au prix de $45. (+ les frais postaux si nécessaires) « Les capsules dessaliniennes » du professeur retraité Raymond Wainwright en téléphonant au no 1-450-933-5451 ou 718-421-0162

Ce livre concis campe le fondateur, à l'aide de 1804 capsules émaillées de poèmes adaptés, de citations appropriées et de significatifs documents authentiques.

Bonne Lecture

ÉTAT DE LA CAROLINE DU SUD , LE COMTÉ DE GREENVILLE
GREFFIER DU TRIBUNAL DEVANT LE TREIZIÈME CIRCUIT, GREENVILLE. S.C
JUDICIAIRE DE LA FAMILLE, NUMÉRO DE DOSSIER: .
2023-DR-23-4515, RÉFÉRENCE CROISÉE 2023-DR-23-1047
6 DEC. 2023 P 1:34, TRIBUNAL DE LA FAMILLE

J. M- et K M, Mari et Femme, Demandeurs
vs
Christela Mathurin, Mère Biologique et Inconnu, Père Biologique, Defendeurs

CONVOCATION
LA DEMANDE ÉCRITE D'AUDIENCE FINALE DANS CETTE AFFAIRE DOIT ÊTRE REMISE PAR UNE PARTIE OU SON AVOCAT AU GREFFE DU TRIBUNAL DANS UN DÉLAI DE 365 JOURS À COMPTER DE LA DATE DE DÉPÔT. LE NON-RESPECT DE CETTE RÈGLE DANS L'INTÉRÊT DE ENTRAÎNE LE REJET DE L'AFFAIRE PAR LE TRIBUNAL

C T M , (Date de Naissance)
Un enfant mineur de moins de quatorze ans

AU(X) DÉFENDEUR(S) SUSNOMMÉ(S):
Vous êtes par la présente convoqués et tenus de répondre à la plainte dans la présente action, dont une copie vous a été signifiée, et de signifier une copie de votre réponse à la plainte à l'abonné au 1212 Haywood Road, Bldg. 400A, Greenville, Caroline du Sud, 29615, dans les trente (30) jours suivant la signification de la présente, à l'exclusion du jour de cette signification. Si vous ne répondez pas à la plainte dans ce délai, le Demandeur demandera à la Cour d'accorder la réparation demandée dans la plainte.

AU(X) DÉFENDEUR(S) ÂGÉ(S) DE MOINS DE QUATORZE ANS,
ET À LEUR TUTEUR GÉNÉRAL OU TESTAMENTAIRE, LE CAS ÉCHÉANT:
Vous êtes en outre convoqués et avisés de demander la nomination d'un guardien ad litem pour vous représenter dans cette action dans les trente (30) jours suivant la signification de la présente convocationet du present avis à votre egard. -
Si vous ne le faites pas, les Demandeurs demanderont à la Cour de désigner une personne appropriée pour vous représenter dans cette action.

_________(Signature)___________________________
M. Raymond W. Godwin, (Caroline du Sud Barreau # 2162)
Boîte postale 354, Greenville, SC 29602
TÉLÉPHONE: (864) 241-2883, FAX: (864) 255-4342

AVOCAT DES DEMANDEURS
En date du: 13 Novembre, 2023

Haïti, entre la vie et la mort



Cérémonie lors du Congrès de Bois-Caïman. Le pays qui a ébranlé le pouvoir des métropoles européennes sur le continent, est entre la vie et la mort.

Par Raul Antonio Capote

Les cycles de violence, de pauvreté, d'inégalité et de pillage des richesses du peuple haïtien sont devenus monnaie courante

Il y a plus de 200 ans, en 1804, Haïti est devenue la première nation indépendante d'Amérique latine et la deuxième plus ancienne république de l'hémisphère occidental. Elle a inauguré le cycle des émancipations latino-américaines et caribéennes.

La jeune république a défié le monde de l'époque en construisant un État anticolonial et antiesclavagiste, composé de personnes libérées de l'esclavage, dont la grande majorité était d'origine africaine.

Aujourd'hui, l'ancien fleuron de la souveraineté latino-américaine, le pays qui a ébranlé le pouvoir des métropoles européennes sur le continent, est entre la vie et la mort.

Les cycles de violence, de pauvreté, d'inégalité et de pillage des richesses du peuple haïtien sont devenus monnaie courante.

Le Bureau des droits de l'homme des Nations unies a récemment établi que la situation en Haïti, ravagée par la violence, était désastreuse.

Selon les chiffres de l'ONU, les gangs contrôlent actuellement 80 % de Port-au-Prince. En raison de cette situation, le nombre de victimes des crimes commis par les bandes armées est en augmentation et on estime qu'il a dépassé les 4 000 morts et 1 600 blessés pour la seule période comprise entre septembre 2023 et février 2024.

Les "brigades d'autodéfense", qui se font justice elles-mêmes, ne font qu'ajouter au chaos. Des cas de violences sexuelles, d'enlèvements, de viols, d'exploitation sexuelle de mineurs et d'autres crimes ont également été recensés.

On sait que la plupart des armes utilisées dans ces actions ont été introduites clandestinement par voie terrestre, aérienne et maritime, principalement à partir de la Floride, du Texas et de la Géorgie. Toutes sortes d'armes en provenance des États-Unis inondent Port-au-Prince.

Quelle est la cause des spirales de violence qui frappent cette nation des Caraïbes ? Qui peut être intéressé par l'instabilité permanente du pays ?

Nous pouvons affirmer avec certitude que ce n'est pas pour des raisons liées à la « nationalité » ou à la « race », comme le spéculent les « analystes » européens et même certains « spécialistes » de la question haïtienne.

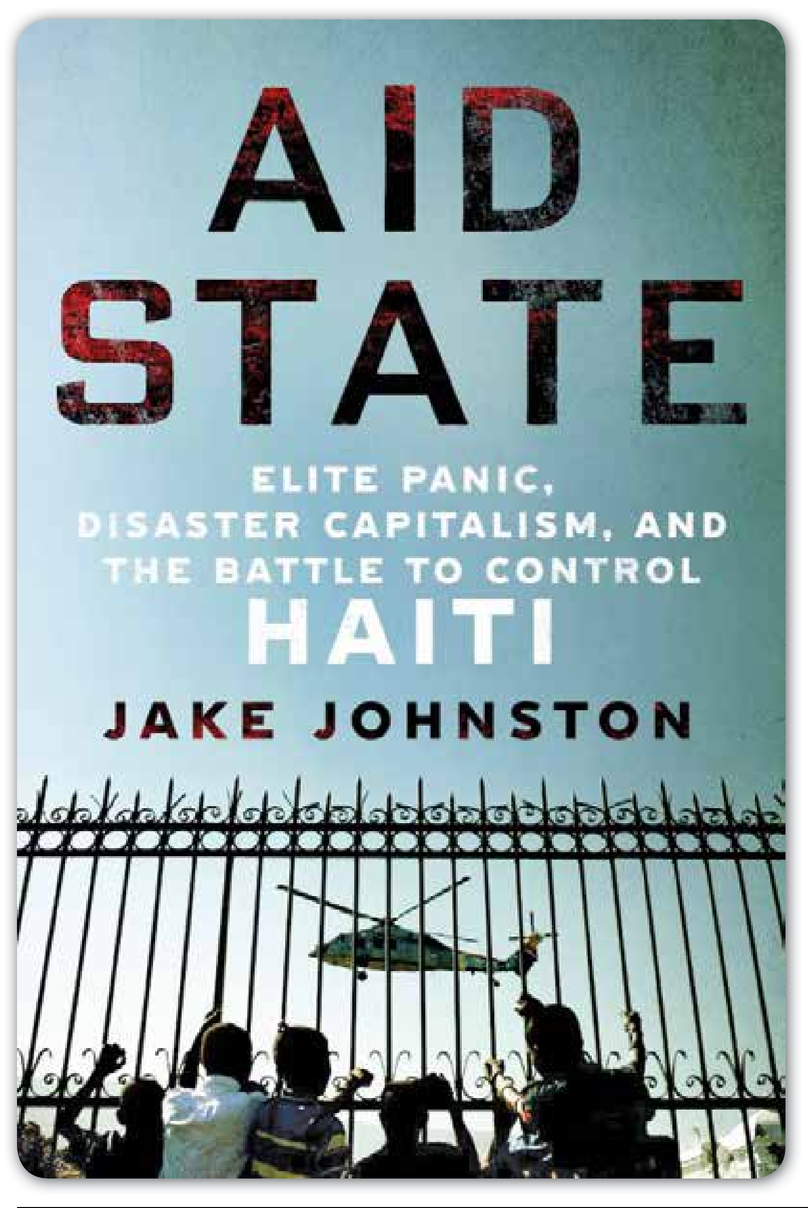
La situation d'Haïti est la conséquence des interventions militaires subies depuis sa fondation, des ingérences étrangères déguisées en « aide humanitaire », du pillage impitoyable et systématique des richesses du pays par les grandes puissances, avec la complicité d'une « élite locale » qui veille à ses propres intérêts.

La pire violence subie par la population de cette nation sœur des Caraïbes est l'exclusion, l'abandon, le manque d'accès à l'éducation, à la santé publique, à l'eau potable, à l'électricité et aux services de base en général.

La première république a été systématiquement punie pour l'effroi causé pendant des années par son exemple aux colonialistes européens. Elle a payé cher le « crime » d'insoumission, de résistance, de défense de sa culture et de son identité.

Granma 18 avril 2024

Haïti : un état assisté



Frédéric Thomas, Jake Johnston

Dans Aid State, Jake Johnston propose de qualifier Haïti d' « État assisté » plutôt que d' « État failli » afin d'éclairer les interventions des acteurs internationaux, ainsi que l'alliance que ceux-ci ont formé avec l'oligarchie haïtienne au nom de la stabilité.

Dans Aid State. Elite Panic, Disaster Capitalism, and the Battle to Control Haïti (Macmillan, 2024), Jake Johnston revient sur l'histoire récente d'Haïti, du tremblement de terre de 2010 jusqu'à l'assassinat de l'ex-président, Jovenel Moïse, le 7 juillet 2021. Spécialiste d'Haïti, le chercheur au sein du Center for Economic and Policy Research (CEPR) offre une analyse fouillée des interférences des acteurs internationaux dans ce pays des Caraïbes au cours de la dernière décennie. En mettant en avant le concept d' « État assisté » (« Aid State »), l'auteur entend rompre avec le narratif dominant du « state building » et de l'État failli. Ce faisant, il invite à une compréhension plus complexe et critique de l'échec de la reconstruction post-séisme et de l'effondrement du pays, ainsi qu'à reconnaître la co-responsabilité de la « communauté » internationale dans cette situation.

La thèse avancée dans ce livre est que les diverses et multiples interventions étrangères récentes en Haïti, aussi bien dans les domaines de l'aide que de l'économie et de la politique, se focalisent prioritairement sur la « stabilisation du pays ». Cette vision étriquée est d'autant plus biaisée qu'elle signifie la stabilité pour l'élite locale et le fait qu'Haïti demeure dans l'orbite diplomatique et économique fixé par la Maison blanche. Qui plus est, cette priorité à la stabilité répond à une peur du chaos qui est le fruit d'une perception néocoloniale de l'incapacité et de la sauvagerie des « nègres ».

S'éclaire de la sorte la faillite de l'aide et de la diplomatie internationales. L'ignorance qu'elles ont de la réalité des rapports sociaux locaux va de pair avec leur arrogance, de même que le contournement des institutions publiques s'accompagne de la prétention que « n'importe quelle aide, n'importe comment, est la bienvenue pour secourir 'le pays le plus pauvre d'Amérique latine' ». Et, qu'en conséquence, il ne faut pas être trop regardant sur la qualité et la pertinence de cette aide du moment que celle-ci soit une opportunité pour accélérer la stratégie de développement d'Haïti et de financer « nos » acteurs. C'est ainsi qu'USAID qui devait construire 10.000 maisons à 8.000 dollars chacune finit par en construire 750 pour un coût près de dix fois plus élevés.

Plutôt que de faciliter le renforcement de l'État, l'ingérence des acteurs internationaux a reconfiguré celui-ci en État assisté, le rendant davantage perméable aux immixtions étrangères et à la capture de l'oligarchie haïtienne, contribuant par-là même à le délégitimer toujours plus aux yeux des Haïtiens et Haïtiennes. Et plus l'international s'ingérait dans les affaires du pays, plus était visible sa double morale et ses « arrangements » avec l'élite locale, plus il se discréditait. Comment croire en la bonne foi des États-Unis alors que sa politique vise à contrôler Haïti et à le piéger dans une relation de subordination ? Comment avoir confiance en l'ONU qui a mis six ans à reconnaître sa responsabilité « morale » dans la propagation du choléra, s'est drapée dans son immunité et n'a indemnisé aucune des victimes ?

L'histoire d'Haïti est, selon Jake Johnston, l'histoire des interactions entre trois blocs sociaux : l'élite locale, les puissances étrangères et les masses. Or, pour le malheur du pays, les deux premiers ont formé « une alliance durable » dont l'État assisté est le fruit. À l'heure où se prépare une nouvelle force armée internationale, la conclusion du livre résonne d'une tonalité particulière : pas plus une police, aussi forte soit elle, que des milliers de membres d'une force multinationale ne pourront combler l'absence totale de contrat social et le divorce entre l'État et les intérêts de la population.

Cetri 21mars 2024

Kèk prizonye sove nan prizon Pòdepè



Prizon Pòdepè

Nan prizon Pòdepè, yon latriye prizonye chapepoul yo. Se anviwon trant konsa ki sove kite selil yo jou ki te 3 me 2024 la.

Nan moman evazyon sila ki te fèt nan yon sèl selil, prizonye ki sove yo te tou pran annotaj enspektè ki te responsab operasyon nan lannwit prizon an ak tout yon chèf ki te sou pòs. Genyen 5 moun ki pèdi lavi yo nan moman evazyon an.

Zak sa a plonje tout vil la nan yon eta deksitasyon total. Detonasyon zam yo te tande tout kote byen anvan chape a. Sou lòd komisyonè gouvènman an nan jiridiksyon sa a, Mèt Jeir Pierre, lapolis deplwaye nan tout kwen vil Kapwalamò pou y ap chèche jwenn prizonye sa yo, paske pami yo genyen kèk kriminèl notwa.

Sa fè plis pase yon mwa depi pi gwo prizon peyi a, tankou Penitansye nasyonal ak prizon sivil Kwadèboukè te atake tou kote anpil moun te sòti ki te prizon an blanch. Bagay sa a pase depi nan kòmansman mwa avril la, se kounyea a lapolis resi mete yon lis deyò prizonye y ap chache.

Kongrè Wanament lan mande pou manm Konsèy Prezidansyèl yo demisyone



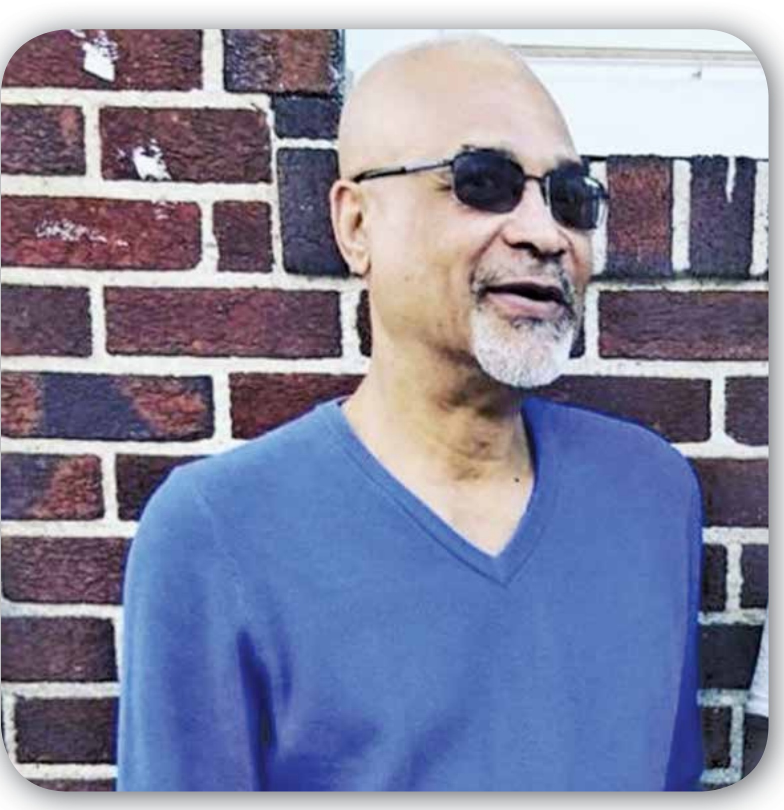
Konferans pou laprès manm kongrè Wanament yo

Komite Siveyans rezolisyon Kongrè Nasyonal Wanament lan pou yon nouvèl Ayiti nan yon konferans pou laprès envite tout manm Konsèy Prezidansyèl yo pou yo demisyone nan fonksyon yo pou peyi a kapab retounen nan konstitisyon an, ak yon ekzekitif ki gen de tèt ki gen yon prezidan nan Tribinal Kasasyon ak yon Premye Minis.

Pandan yon konferans pou laprès ki te fèt madi 7 me 2024 sa a, lidè kongrè Wanament yo te kritike manm konsèy tranzisyon prezidansyèl la ki pa dakò, apeprè 12 jou apre yo fin pran fonksyon an, san yo pa pran ankonsiderasyon popilasyon an ki ap tann avèk enpasyans. pou Konsèy la pran desizyon pou soulaje soufrans yo.

Sekretè biwo politik kongrè a, Frantz Large, mande manm konsèy yo demisyone nan fonksyon yo pou fasilite aplikasyon konstitisyon ayisyen an. *"Nou lanse yon apèl vibran bay konpatriyòt nou yo, bay manm KP yo, pou di yo pa fè plis mal nan peyi a, pa pete absè a ankò, demisyone pou nou ka retounen nan konstitisyonalite. Li pa twò ta epi nou ka evite pou sa pa vin pi mal".*

Chantè Dipi Eksprès Ève Bleyis travèse



Ève Bleyis

J. Fatal Piard

Si moun pa janm mouri
Latè pap janm ka gra

Pwovèb Ayisyen

Sa pa konn rive fasil fasil pou yon mwa me pase ale san l pa pase men pran yon bon grenn mizisyen, atis, ekriven, lodyansè powèt, aktè teyat oubyen aktè fim trennen l pote ale byen lwen nan peyi Alada. Sa vle di, gen anpil gwo atis ki ale kite nou nan yon mwa me kou mwa sa a nou ye la a. Tout mwa gen abitid pati a bòt anpil nan atis nou yo tankou atis nan lòt peyi tou.

Men me sa a apèn koumanse l te gen tan pase pran de gwo atis mizisyen ak chantè yon dyaz ki te konn krache dife mizik nan peyi a, sa fè plis pase 45 lane yo konsa. Se vre de gwo atis mizisyen sa a yo grif se grif maladi pwennfèpa ki pase men pran yo apre yo fin fè kèk tan atè. Se konsa senmenn pase a gen yon atis mizisyen ki se chantè Ève Bleyis ki te pran nan presyon lanmò ki fè zèl ak yo.

Ève Bleyis

Ève Bleyis se te premye chantè mini dyaz ki te rele Dipi Ekprès la travèse jou ki te vandredi 3 me ki sot pase a. Se nan vil Nouyòk nan peyi Etazini lanmò te pase pran l apre maladi azipopo t ap zigonnen sante l depi kèk lane. Pou moun ki te konn tande gwoup mizik Dipi Eksprès dantan lontan gen de pi gwo chante Ève te konn chante : *Pa pran Kontak* ak *Pale pale w.*

Se animatè emisyon mizik Pipo Senlwi ki te anonse nouvèl lanmò sa a sou paj fesbouk li. *« Anpil lòt chantè te pran Ève Bleyis kòm modèl yo nan mizik konpa a an Ayiti ».* Avan gwoup la te pote non sa a se Difisil Eksptès Petyonvil li te rele. Fòk nou fè sonje tou anvan mwa avril la te fè zèl li te bay yon gwo gadyen ak yon gwo antrenè foutfòl yon gòl ak men. Se jou ki te 29 avril la jwè lanmò te bay ReneVètis gòl ak men sa a kote l te pèdi batay sa yon genn gòl a zewo. Ale ale n Rene ak Ève.

Prime Time Driving School

Learn to Drive Cars & Buses

DRIVING SCHOOL lessons and practice

Driving instructors wanted! $17-$25 per hour. Must have highschool diploma or GED.

Vêtements, chaussures, tennis...
Nou selman vann nan bal. Bon bagay!

1628 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226
718-859-8526
PrimeTimeDrivingSchool.com

FRANTZ DANIEL JEAN FUNERAL SERVICES INC.



- Funerals in All Boroughs
- Transportation of Remains
- Cremation

Nou pale kreyòl.

5020 Foster Avenue
Brooklyn, NY 11203
718.613.0228

GUARINO FUNERAL HOME



Serving the Haitian Community for Over 30 Years

9222 FLATLANDS AVENUE
BROOKLYN, NY 11236
718-257-2890

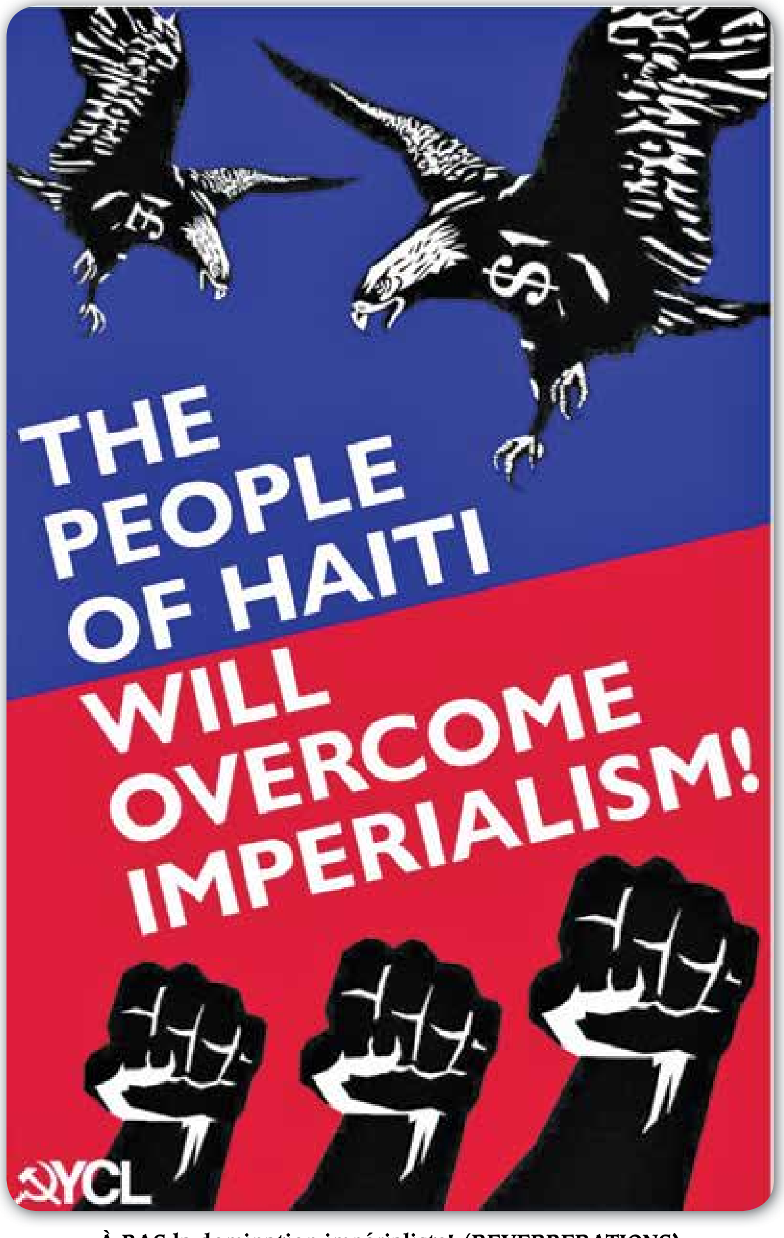
Haïti que faire?



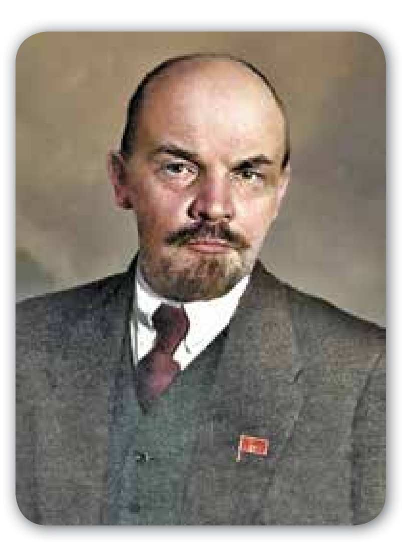
LIBERTE ou LA MORT, aujourd'hui c'est notre responsabilité d'actualiser leur cri au nom de « LA PATRIE OU LA MORT »



(Credit : REVERBERATIONS)



À BAS la domination impérialiste! (REVERBERATIONS)



Vladimir Illich Oulianov, Lénine

Vladimir Illich Oulianov, Lénine

Par Henriot Dorcent

Lors de son exil en Allemagne, Vladimir Illich Oulianov, Lénine, répond des 1902 dans son livre « Que Faire » qu'il faut se défier de la Spontanéité ouvrière et créer une organisation de révolutionnaires professionnels. Le Livre constitua l'Arme essentielle pour battre et combattre le révisionnisme qui niait le caractère scientifique de l'Analyse Marxiste. Il a aussi mis en relief que la Classe Ouvrière ne deviendra pas spontanément révolutionnaire par des luttes économiques pour l'augmentation des salaires ou pour la réduction du temps de travail à l'époque.

Aujourd'hui, plus que jamais, Hayti connait une crise politique, économique, sociale, culturelle, sécuritaire et humanitaire, et les vrais progressistes se demandent aujourd'hui que faire devant la trahison politique de la lutte de masses par des opportunistes et valets de l'Impérialisme réunies sous tutelle de la CARICOM dans un soi-disant Conseil Présidentiel (nouvelle alliance PHTK-Montana et PHTK-Fanmi Lavalas)

Nous n'avons pas la prétention ni nous ne nous proclamons révolutionnaire dans ce contexte comme ce fut le cas pour Lénine, mais nous estimons qu'il est de notre devoir d'aider à la relance de la lutte anti impérialiste des masses populaires en Hayti.

Trop souvent, le silence politique des progressistes est par défaut complice de la mauvaise gouvernance en Hayti, et les politiciens représentant les intérêts de la classe bourgeoise et des grand propriétaires terriens récupèrent les luttes spontanées des couches prolétariennes et renforcent la domination impérialiste sur Hayti pour continuer le pillage ne-colonial des ressources du pays à travers des contrats d'exploration qui n'en finissent jamais par des compagnies étrangères et le gaspillage des maigres ressources financières de l'État, en témoignent la dilapidation des fond de la reconstruction d'Hayti à travers la CIRH et la dilapidation des fonds du programme Petro-Caribe par le régime PHTK.

Alors notre devoir de progressiste dans ce contexte est de :

Dénoncer sans cesse les apatrides et valets de l'impérialisme pour diminuer leur influence sur la lutte anti-impérialiste des masses populaires pour la souveraineté et l'indépendance nationale, pour un projet de développent durable intégré.

Créer les conditions subjectives de la révolution anti impérialiste pour l'indépendance nationale en vue d'éliminer l'État Antinational instauré depuis 1806.

Renforcer l'organisation de l'avant-garde progressiste à travers des groupes en utilisant les nouvelles technologies de l'informations et de la communication Tics.

Conscientiser les masses populaires sur la nécessité de prendre le pouvoir politique en vue de la refondation d'un État politiquement indépendant, économiquement prospère, Socialement juste et diplomatiquement non alignement dans le cadre d'un programme minimum pour la construction du socialisme en Hayti.

Si nos ancêtres, au cours de la lutte anti colonial et anti esclavagiste criaient LIBERTE ou LA MORT, aujourd'hui c'est notre responsabilité d'actualiser leur cri au nom de « LA PATRIE OU LA MORT »

L'INDEPENDANCE NATIONALE OU LA MORT.

À BAS la domination impérialiste!





La Différence Auto School

836 Rogers Avenue
(between Church Avenue
& Erasmus Street)
Brooklyn, NY 11226

Manager: Ernst Sevère
Tel: 718-693-2817
Cell: 917-407-8201

Joel H. Poliard
M.D., M.P.H.

Family and Community
Medicine
Public health and Pediatrics



5000 N.E. Second Ave,
Miami FL, 33137
tel. (305) 751-1105

Y & D
HANDYMAN

Plumbing, Heating,
Electrical, Painting,
Cement, Apartment
/Office Cleaning

Yves Dumornay (Owner)
516- 870-6752
yvesdumornay@gmail.com

LACROIX MULTI SERVICES
Tel: 718-703-0168 * Cell: 347-249-8276
Fax:718-703-4640
1209 Rogers Avenue, Brooklyn, NY 11226
www.lacroixmultiservices.com

• Income Tax • Electronic Filing
• Refund Anticipation Check (RAC)
• Direct Deposit - IRS Check
• Business Tax • Notary Public
• Immigration Services
• Translation, Preparation, Application, Inquiry letters
• 6 Hour Defensive Driving Course • Fax Send & Receive
• Resume • Property Management • Credit Repair

PEACE LOVE POWER LMS

Lacroixmultiservices@yahoo.com

Conseil Présidentiel de Transition, histoire d'une création !



Le Conseil Présidentiel de Transition (CPT)

Par Catherine Charlemagne

(1e partie)

Lorsqu'au mois de janvier 2022, on avait décidé de baptiser cette chronique « *Haïti, d'une transition à l'autre* », l'on était loin de penser que la transition post-Jovenel Moïse allait se diviser en deux parties distinctes même si les acteurs - locaux et étrangers - demeurent les mêmes. Pour justifier ce titre prémonitoire, on avait écrit ceci « *Cette rubrique s'intitulera : Haïti, d'une transition à l'autre. A juste titre, puisque, pour le moment, personne ne sait jusqu'à quand cette énième transition prendra fin. D'ailleurs, il serait bon de savoir de quelle transition il s'agit aujourd'hui. Est-ce celle débutée le lendemain de la chute de la famille des Duvalier en 1986 ? Ou celle après le meurtre politique de Jovenel Moïse le 7 juillet 2021? Enfin, s'agit-il de la transition de la fin de son mandat qui devrait arriver à terme le 7 février 2022.* » Et l'on se questionnait déjà sur le devenir de cette nouvelle transition en se demandant « *Cette transition sera-t-elle, enfin, la dernière du cycle trentenaire ouvert le 7 février 1986, ou sera-t-elle le début d'un nouveau cycle d'instabilité politique qui durera encore 30 longues années ? Personne n'a de réponses.* »

Avec l'arrivée de ce Conseil Présidentiel de Transition (CPT) à la tête de cette nouvelle transition pour succéder à l'ex-Premier ministre Ariel Henry, aujourd'hui, tout le monde a en partie la réponse. C'était le début d'un nouveau cycle d'instabilité politique. « *Car, cette transition, le moins que l'on puisse dire, s'est régie en système politique en Haïti depuis plus de trois décennies* » comme on l'avait écrit. Mais, dans cette continuité, si en tant qu'haïtien, l'on se doutait à ce moment précis de l'incapacité des acteurs à s'entendre sur une feuille de route pour sortir de cette impasse, de cette transition sans fin, les vrais décideurs qui alimentent et attisent, dont on ne sait à quelle fin, les crises sociopolitiques dans ce pays, eux faisaient semblant d'avoir une toute autre lecture et vision de la fin cette transition post-Jovenel Moïse.

Jusqu'au bout, sans prendre en compte l'énorme avantage que représentent la transition et les enjeux politiques à venir pour tous les protagonistes haïtiens - partis politiques, Société civile, Secteur privé des affaires, groupes armés - une grande partie de ce condominium du nom de Communauté internationale se prenait à rêver en décrétant qu'une « *transition ne remplacera pas une transition* » comme si elle détenait toutes les clés de la crise en une seule main. Or, contrairement à ce que peut penser l'ensemble de ceux qui se disent « amis » d'Haïti, en réalité les tuteurs, et qui pensent pouvoir décider de tout, il y a toujours un « inconnu» dans l'équation qu'il ne faut jamais ni négliger ni sous-estimer en dépit qu'il soit l'éternelle victime. Cet « inconnu», ce sont les Haïtiens qui ne sont jamais là où on les attendait. En somme, des impondérables avec lesquels il faut toujours compter sinon ce sera l'échec de la stratégie. En ignorant ces « impondérables » dans le but recherché, que ce soit la Communauté internationale, que ce soit les dirigeants de la transition et Ariel Henry le premier, les deux se sont précipités dans l'abîme.

Leur plan a été une catastrophe. Non seulement, les Haïtiens les ont poussés à revoir leur stratégie, mais il fallait, en urgence, trouver une porte de sortie sinon cela aurait débouché sur ce qu'ils redoutent le plus : une révolution. Après avoir contraint le chef de la première partie de la transition à la démission le 11 mars 2024, pris de court, les tuteurs, notamment Washington, ont dû propulser à nouveau en Haïti un de leurs sous-traitants dans la région, la CARICOM, en première ligne afin de sauver sa politique et sa prépondérance en Haïti. Pragmatique et sans se soucier du qu'en dira-t-on, compte tenu de leurs précédentes déclarations sur la transition, en catastrophe, les autorités américaines ont vite récupéré le cadavre de la transition A partie en lui faisant de belles funérailles et se sont lancés à préparer la partie B avec les mêmes acteurs, certes, avec quelques accommodements et quelques surprises dans le scénario.

Tout juste après le blocage du territoire par les gangs armés après leur assaut sur Port-au-Prince, le jeudi 26 février 2024, tous les acteurs de la transition et de la crise y compris Washington se mettaient à l'ouvrage, en quête d'une solution dite pacifique. L'objectif étant de trouver un remplaçant au Premier ministre Ariel Henry que certains avaient ironiquement baptisé « Roi Henry » pour avoir cumulé tous les principaux postes à responsabilité du pays à son profit : Président de la République, chef de gouvernement, Premier ministre, ministre de l'Intérieur, Président du CSPN (Conseil Supérieur de la Police Nationale) et chef de la transition, etc. Ce qui est intéressant dans cette recherche de leadership pour conduire provisoirement la destinée du pays, tous les protagonistes, sans se consulter, s'étaient mis d'accord pour que cette transition deuxième partie soit dirigée par un exécutif bicéphale. Celui-là même qui fut un cauchemar pour Ariel Henry et ses anciens alliés, particulièrement Me André Michel, sorte d'éminence grise de la transition, qui a honteusement échoué et qui est, en partie, un des responsables de l'échec politique d'Ariel Henry.

Jusqu'au bout, en effet, l'ex-avocat du peuple, André Michel, a toujours été opposé à ce que la transition post-Jovenel Moïse soit dirigée par un exécutif bicéphale, c'est-à-dire par un Président provisoire de la République et un Premier ministre. Nous disions donc, dès le lendemain du blocus du pays et qu'il était devenu impossible pour Ariel Henry de retourner en Haïti, tout le monde avait compris que le pouvoir était vacant. Même si, pour la galerie, il y avait un Premier ministre a.i en la personne de Michel Patrick Boisvert, titulaire du ministère de l'Économie et des Finances, qui assumait l'intérim en l'absence d'Ariel Henry retenu contre son gré à Porto Rico dans un premier temps et ensuite à Los Angeles par les autorités américaines. Dans cette course au remplacement de l'ancien locataire de la Primature, si les américains s'arrangeaient pour ne jamais perdre le contrôle du processus, le groupe appelé *« Congrès National de Ouanaminthe pour la nouvelle Haïti »* était le premier à organiser à Pétion-Ville, le jeudi 7 mars 2024, une conférence de presse pour faire le point sur la situation sociopolitique haïtienne, mais surtout dans le but d'annoncer à la population les cinq points clés qu'il entendait proposer pour sortir le pays du chaos.

C'est le citoyen, Dr Frantz Large, une figure du département du Sud-Est et même du pays, qui montait au créneau au nom de cette structure sociopolitique. Parmi les 5 points proposés par le *« Congrès National de Ouanaminthe »,* celui qui attirait davantage l'attention était évidemment le point dans lequel le groupe proposa « *un juge de la Cour de cassation pour prendre la tête d'un exécutif bicéphale afin de stabiliser le pays* ». Se sentant menacé par les manœuvres de Washington qui avait déjà activé la CARICOM, Dr Large, connu pour son franc parler, voire pour être un nationaliste convaincu, avançait un mini programme de sa structure. Il disait « *Qu'ils sont en faveur d'un gouvernement bicéphale où un juge de la Cour de cassation prendra les rênes du pays accompagné d'un Premier ministre de consensus, en concertation avec la classe politique, la société civile et d'autres parties prenantes.*

La mise en place d'un organe gouvernemental composé de 11 membres, dont 1 dans chaque département du pays et un autre dans la diaspora, suivi de l'élaboration de la feuille de route pour ce gouvernement et enfin la mise sur pied d'un Conseil Electoral Provisoire (CEP) pour bien gérer le pays. » Il a été soutenu par plusieurs leaders politiques lors de cette conférence de presse, notamment par l'ex-député de Marchand-Dessalines, Serge Jean-Louis, qui eut à déclarer qu'« On en a assez de vivre ainsi, c'est à nous d'arranger les choses. C'est un devoir civique que chacun de nous doit remplir afin de sauver notre honneur aux yeux des étrangers. » Ce 7 mars, les dirigeants du « *Congrès National de Ouanaminthe »,* ne savaient pas encore qu'une grande partie de l'élite sociopolitique haïtienne s'apprêtait à jouer jusqu'au bout le jeu de leur impuissance en livrant la souveraineté d'Haïti à un cartel de petits États du lac antillais travaillant tous pour les Etats-Unis d'Amérique, qui allaient leur imposer, le 11 mars à la Jamaïque, la marche à suivre en vue de parvenir à un consensus sur la transition dans sa phase 2 après Jovenel.

Entre-temps, la classe politique commençait à s'activer et se déchaînait dans les médias. Chaque leader, chaque acteur cherchait à court-circuiter l'autre ou monter des coups derrière l'autre tout en menant plusieurs stratégies à la fois et sur plusieurs fronts. Tel est le cas du dirigeant du parti Pitit Dessalines, Jean-Charles Moïse, ce qu'on verra plus tard. En effet, pratiquement au même moment que le « Congrès National de Ouanaminthe », Jean-Charles Moïse avait annoncé avoir monté un accord avec ses amis un Conseil Présidentiel (CP) de (3) trois membres pour succéder à Ariel Henry qui, selon lui, est en fuite à l'étranger. Au moment où il faisait ces annonces, Moïse fait distribuer un document donnant plus de détails sur la composition de son Conseil Présidentiel qu'il prétendait même vouloir installer au Palais national avec ou sans l'accord de la Communauté internationale. Il disait même qu'il avait prévenu le Directeur général de la police haïtienne, Frantz Elbé de son initiative.

L'ancien maire de Millot s'appuyait, lui aussi, sur la Cour de cassation pour assurer la conduite de l'exécutif. Selon le document qui était en circulation, « Le Conseil Présidentiel (CP) de 3 membres est structuré de manière à assurer une représentation diversifiée et équilibrée. Il est présidé par un membre issu des institutions républicaines (CSPJ/Cour de Cassation), garantissant ainsi une expertise juridique solide et une compréhension approfondie des enjeux judiciaires. Le deuxième membre du Conseil Présidentiel (CP) est sélectionné parmi les représentants du secteur politique, mettant en avant des compétences en matière de gouvernance et de politique publique. Cette représentation politique vise à apporter une expertise stratégique dans les décisions prises par le Conseil. Le dernier membre du Conseil Présidentiel (CP) représente à la fois le secteur religieux, le secteur féminin et le monde universitaire. Cette diversité d'origines assure une perspective morale et éthique dans les délibérations du Conseil, tout en intégrant les valeurs et les préoccupations des différentes composantes de la société haïtienne.»

Un document qui semblait être conforme aux déclarations antérieures de l'ancien sénateur du Nord avant son virage à cent-quatre-vingt degrés vers le Conseil Présidentiel de Transition (CPT), mijoté par la CARICOM avec, bien évidemment, l'assentiment de Washington qui conduisait de main de maître le processus de récupération du pouvoir après avoir lâché en rase campagne son ancien collaborateur durant trois ans, Ariel Henry. Sans détour donc, Jean-Charles Moïse, dont on a du mal à saisir et à suivre la ligne directive avec constance, avait même rendu public les noms des trois membres de son Conseil Présidentiel, qu'il faut dire que le grand public, voire la population, était assez sceptique compte tenu de la conjoncture et des enjeux en présence. Le Conseil Présidentiel du patron de Pitit Dessalines s'était composé de trois ces personnalités suivantes : juge Durin Junior Duret (Président du Conseil), Françoise Saint-Vil Villier (membre) et … Guy Philippe (membre). Comment, en effet, parler ou prôner « révolution » et encourager la lutte armée avec les anciens agents de la BSAP et d'autres entités armées dans le pays et prétendre devenir simple membre d'un quelconque Conseil Présidentiel de 3 membres qui pis est en compagnie d'un membre de la Cour de cassation ?



Le Congrès National de Ouanaminthe pour la nouvelle Haïti

Pour certains, c'était une supercherie de la part de ces prétendus révolutionnaires. La liste des membres du Conseil Présidentiel de Jean-Charles Moïse rendait peu crédible cette éventualité à partir du moment où le nom de Guy Philippe y figurait. L'ex-sénateur avait beau dit que « *Ariel Henry étant en fuite, nous voulons prendre notre responsabilité* », il faut l'admettre, sa liste n'impressionnait guère personne, à commencer par les américains qui n'allaient pas accepter cette gifle « démocratique » de la part de Guy Philippe à peine sorti de leurs geôles. Autant que celui-ci aurait pris le pouvoir à Port-au-Prince par les armes en chassant tout ce qui représentait l'ancien régime dans le paysage politique aurait eu un effet psychologique sur Washington et le pousserait certainement à négocier avec les nouveaux maitres du pays, autant, dans le projet de Moïse, Guy Philippe ne pèserait pas lourd et n'aurait eu qu'une simple fonction de membre, même pas de Président de ce fameux Conseil Présidentiel.

D'ailleurs, ç'aurait été mettre en danger l'ancien sénateur de la Grand'Anse qui n'aurait été qu'un simple officiel de la République sans plus. En clair, un appât, une cible ! Le revirement de Jean-Charles Moïse dans cette affaire a peut-être sauvé la vie d'un Guy Philippe qui a les potentiels politiques assez solides pour redevenir, sans nul doute, sénateur de son département tout acquis à ses causes. Et pourquoi pas se préparer à briguer la présidence d'Haïti dans la perspective des élections générales dans le cadre de cette transition seconde partie. **(A suivre)**

C.C

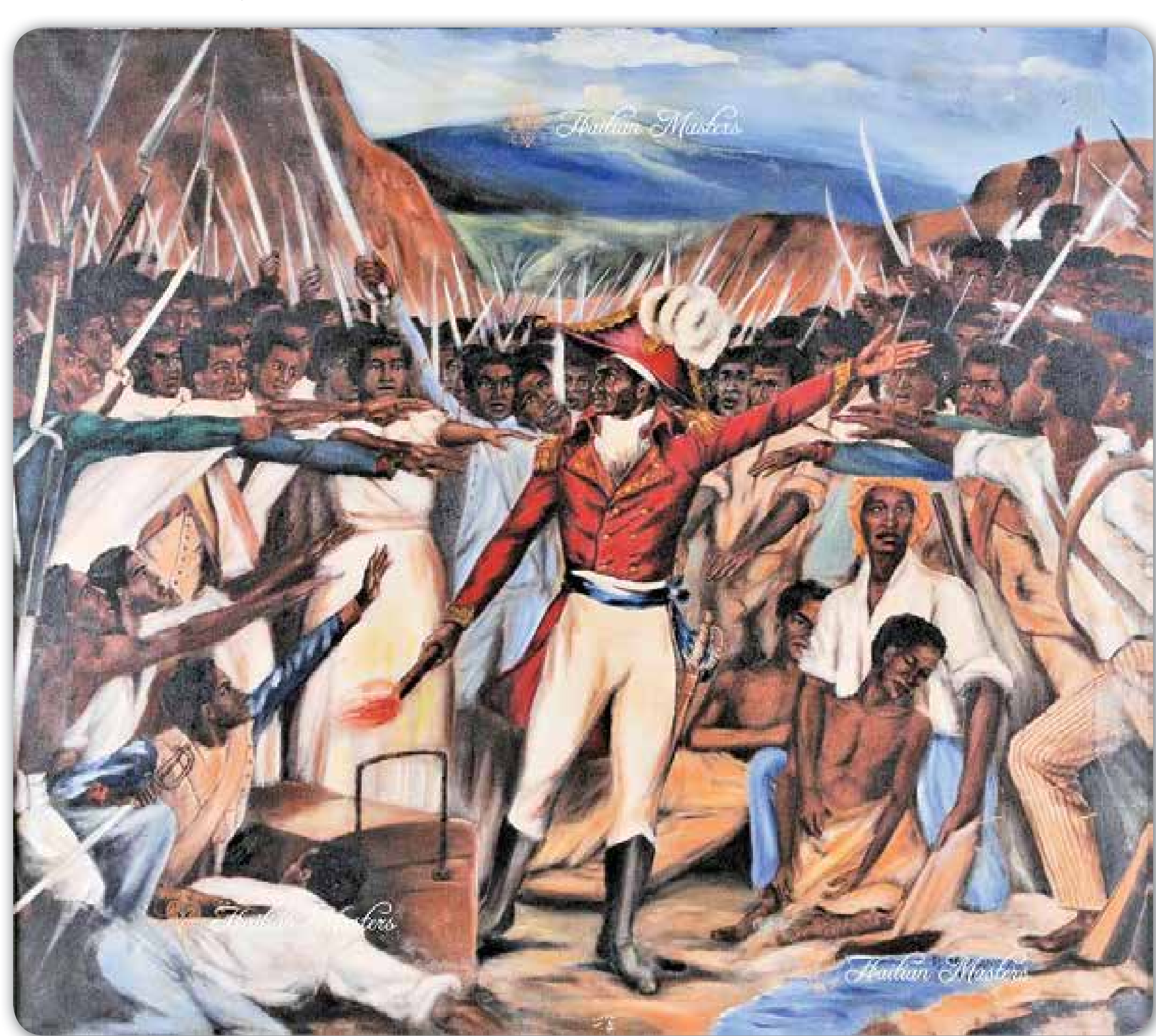


De gauche à droite Guy Philippe et Jean-Charles Moïse

What Is the Political Significance of the Installation of CARICOM’s Presidential Council?



The infamous swearing-in on Apr. 25, 2024 of the nine members of Haiti’s Transitional Presidential Council, conceived by Washington, sold by CARICOM.



Haitian founding father Jean-Jacques Dessalines in the painting “La Crête-à-Pierrot” by the artist P. Desmangles.

by Henriot Dorcent

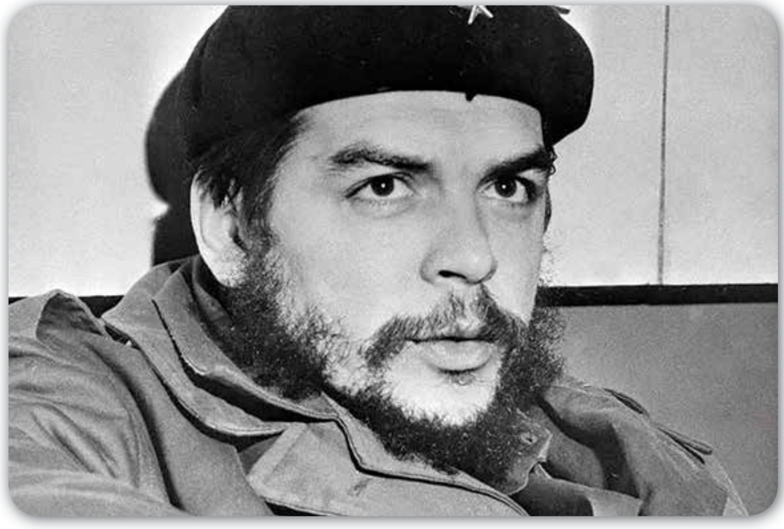
Once again, the anti-slavery and anti-colonial republic of Haiti must renew the historic cry of Jean-Jacques Dessalines during the siege of Crête-à-Pierrot from Mar. 4 to 24, 1802. “Let those who want to become slaves of the French again leave the Fort; let those, on the contrary, who want to die as free men line up around me.”

The time has come to take a political stand, to sort the wheat from the chaff, to say “No” to political opportunism, to break with the practice of dividing political spoils. Progressives of all stripes must unite to fight against politicians’ capitulation to Western imperialism and to restore hope to the Haitian people in our fight to reconquer our sovereignty and national independence.

What is the true meaning of this shameful act of the Transitional Presidential Council’s installation on Apr. 25, 2024?

1) It is the consecration of our Haitian politicians’ capitulation and perpetuation of the neoliberal and neocolonialist capitalist system. The popular masses and its progressive vanguard must take note and remember all these gravediggers of our homeland who collaborated with Western imperialism through CARICOM.

2) This is confirmation of the policy of exclusion of the popular masses, now rising up in revolt against the terrorist policies of the neo-Duvalierist PHTK regime and its national and international allies. It is the expression of Western imperialism’s desire to deny the Haitian people’s right to self-determination.



Ernesto “Che” Guevara: “the duty of every revolutionary is to make the revolution.”

3) It should also be the moment to denounce all the political, economic, social, and religious sectors which have collaborated with this formula of transition of the collective West through CARICOM and which are calling for a foreign military occupation to continue the plundering of our mineral resources.

This should also be an opportunity for all progressive Haitians to unite to proclaim the Haitian people’s right to self-determination and non-interference by foreigners in our national political affairs.

We should take this moment to adapt Jean-Jacques Dessalines’ cry at Crête à Pierrot to this situation of political, economic, social and humanitarian crisis by declaring:

“Let those who want to maintain the Western imperialism’s domination over Haiti join CARICOM’s presidential council. On the other hand, let those who fight for national sovereignty, national independence, and national liberation come together to defeat the collective West’s neocolonial plan.”

This parody of installing a presidential council inspired by a formula from the Caribbean Common Market countries makes us Haitians look like comedians. How can we imagine, even for a moment, a structure of the presidency created by decree taken by an interim Prime Minister? How can we imagine an interim Prime Minister, publishing a decree appointing the members of a presidential structure?

What a slap across the face of our independence heroes to have CARICOM, under Western colonialist countries’ supervision, imposing a transition formula on the first anti-slavery republic in the Western Hemisphere and on the American continent.

As Che Guevara said: “the duty of every revolutionary is to make the revolution.”

The situation is grave! The time has come to denounce Haiti’s traitors and the collaborators of Western imperialism. The time has come for the awareness and mobilization of the popular masses to overthrow the neocolonial order and the anti-national state established by the North American and French imperialists and to establish instead relations of technical, economic, commercial, cultural, and military cooperation with all other countries fighting against Western imperialist domination.

The time has come to demand the restitution of Haiti’s “independence ransom” as we approach the 200th anniversary of the capitulation of President Jean Pierre Boyer and his regime of former freedmen. Let us draw inspiration from our history, from the anti-colonialist and anti-slavery struggles of the 17th, 18th and 19th centuries, culminating in our national independence in 1804.

Let us take inspiration from Haiti’s national song of 1898: “Independence is ephemeral without the right to equality! Otherwise, everything becomes ephemeral; no order and no equality!”

L'EAU COMME AR



Dans trois villes du sud de la bande de Gaza, 76 puits d'eau, deux usines principales d'eau potable et 15 stations de pompage des eaux usées ont cessé de fonctionner. Cette situation due au manque de carburant affecte des centaines de milliers de personnes.



La faim et les maladies se propagent dans l'enclave palestinienne assiégée, selon le directeur du Programme alimentaire mondial pour la Palestine, Matthew Hollingworth



Des personnes extraient de l'eau d'un puits dans le camp de réfugiés de Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, le samedi 21 octobre 2023. © Ismael Mohamad/UPI/ABACAPRESS.COM



En novembre 2023, il était déjà clair que le gouvernement israélien avait interdit l'accès à l'eau aux Palestiniens de Gaza.

Par Vijay Prashad

Avant même la dernière attaque israélienne contre Gaza, 97 % de l'eau du seul aquifère côtier de Gaza était déjà impropre à la consommation humaine.

En novembre 2023, il était déjà clair que le gouvernement israélien avait interdit l'accès à l'eau aux Palestiniens de Gaza. « *Chaque heure qui passe Israël empêche l'accès à l'eau potable dans la bande de Gaza, en violation flagrante du droit international, exposant les habitants de Gaza au risque de mourir de soif et de maladies liées au manque d'eau potable* », a déclaré Pedro Arrojo-Agudo, rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement. "Israël", a-t-il souligné, « *doit cesser d'utiliser l'eau comme arme de guerre.* »

Avant la dernière attaque israélienne contre Gaza, 97 % de l'eau du seul aquifère côtier de Gaza était déjà impropre à la consommation humaine selon les normes de l'Organisation mondiale de la santé. Au cours de ses nombreuses attaques, Israël a pratiquement détruit le système d'épuration de l'eau de Gaza et empêché l'entrée des matériaux et des produits chimiques nécessaires à sa réparation.

Au début du mois d'octobre 2023, les responsables israéliens ont indiqué qu'ils utiliseraient leur contrôle sur les systèmes d'approvisionnement en eau de Gaza. Comme l'a déclaré le 10 octobre le général de division israélien Ghassan Alian, chef de la coordination des activités gouvernementales dans les territoires (COGAT), « *les animaux sont traités comme tels* ». Israël a imposé un blocus total à Gaza. Pas d'électricité, pas d'eau, que des dégâts. « *Vous vouliez l'enfer, vous l'aurez* ».

Le 19 mars, le coordinateur humanitaire des Nations unies pour la Palestine, Jamie McGoldrick, a indiqué que Gaza avait besoin de « *pièces détachées pour les systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement* » ainsi que de "produits chimiques pour traiter l'eau", car "*manquer de ces articles essentiels est l'un des principaux facteurs de la crise de la malnutrition"*. La "crise de la malnutrition" est une façon détournée de parler de la famine.

L'assaut sur Gaza – la population entière est "*actuellement confrontée à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë"*, selon Oxfam et la classification intégrée de la phase de sécurité alimentaire – a accentué les contradictions qui frappent avec force les populations du monde entier.

Un rapport de l'ONU publié à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau (22 mars) montre qu'en 2022, 2,2 milliards de personnes n'auront pas accès à une eau potable gérée en toute sécurité, que 4 personnes sur 5 dans les zones rurales n'ont pas d'eau potable de base et que 3,5 milliards de personnes n'ont pas de systèmes d'assainissement.

En conséquence, chaque jour, plus d'un millier d'enfants de moins de 5 ans meurent de maladies liées aux manques d'eau, d'assainissement et d'hygiène. Ces enfants font partie des 1,4 million de personnes qui meurent chaque année à cause de ces carences.

Le rapport de l'ONU note que les femmes et les filles étant les premières à assurer l'accès à l'eau, elles passent plus de temps à en chercher, d'autant que les systèmes d'approvisionnement en eau se détériorent en raison d'infrastructures inadéquates ou inexistantes, ou encore de sécheresses exacerbées par le changement climatique. Il en résulte des taux d'abandon scolaire plus élevés pour les filles.

Une étude réalisée en 2023 par U.N. Women décrit les dangers de la crise de l'eau pour les femmes et les filles : « *Les inégalités dans le domaine de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement ne touchent pas tout le monde de la même manière. Le besoin accru d'intimité pendant les menstruations, par exemple, signifie que les femmes, les filles et les autres personnes qui ont leurs règles accèdent moins fréquemment aux installations sanitaires communes moins fréquemment que les personnes qui n'ont pas leurs règles, ce qui augmente la probabilité d'infections urinaires et des voies génitales. Lorsqu'il n'existe pas d'installations décentes et sécurisées, les créneaux de fréquentation sont souvent limités à l'aube et au crépuscule, exposant les groupes à risque à la violence* ».

La difficulté d'accès aux toilettes publiques constitue en soi un grave danger pour les femmes dans les villes du monde entier, comme à Dhaka, au Bangladesh, où il n'y a qu'une toilette publique pour 200 000 habitants.

L'accès à l'eau potable est encore plus limité par la catastrophe climatique. Par exemple, le réchauffement des océans entraîne la fonte des glaciers, le niveau de la mer monte et l'eau salée contamine plus facilement les aquifères souterrains. Par ailleurs, la diminution des chutes de neige entraîne une baisse du niveau de l'eau dans les réservoirs, soit moins d'eau pour la consommation courante, et pour l'agriculture.

Comme le montre le rapport de l'ONU sur l'eau, nous assistons déjà à une recrudescence des sécheresses qui touchent directement au moins 1,4 milliard de personnes.

Selon les Nations unies, la moitié de la population mondiale souffre d'une grave pénurie d'eau pendant au moins une partie de l'année, tandis qu'un quart est confronté à des niveaux "extrêmement élevés" de stress hydrique. "Le changement climatique devrait accroître la fréquence et la gravité de ces phénomènes, avec des risques importants pour la stabilité sociale", note l'ONU. La question de la stabilité sociale est essentielle, car les sécheresses ont contraint des dizaines de millions de personnes à fuir et à mourir de faim.

Le changement climatique est certainement l'un des principaux facteurs de la crise de l'eau, mais l'ordre international fondé sur des règles l'est tout autant.

Les gouvernements occidentaux ne doivent pas être autorisés à invoquer une notion anhistorique du changement climatique comme excuse pour se soustraire à leur responsabilité pour avoir provoqué la crise de l'eau.

Par exemple, au cours des dernières décennies, les gouvernements du monde entier ont négligé de moderniser les installations de retraitement des eaux usées. Par conséquent, 42 % des eaux usées domestiques ne sont pas traitées correctement, nuisant aux écosystèmes et aux aquifères. Plus accablant encore, seuls 11 % des eaux usées domestiques et industrielles sont réutilisées.

Un investissement accru dans

RME DE GUERRE !



De nombreux Palestiniens déplacés à Gaza ont déjà été contraints de fuir à plusieurs reprises depuis le 7 octobre - Photo : Abdelhakim Abu Riash / Al Jazeera





Des Palestiniens font la queue pour de l'eau potable, le 9 janvier 2024, à Rafah, dans le sud de la bande Gaza. | REUTERS/IBRAHEEM ABU MUSTAFA

le traitement des eaux usées réduirait la quantité de pollution qui contamine les sources et permettrait une meilleure exploitation de l'eau douce dont nous disposons sur la planète."

Plusieurs politiques judicieuses pourraient être adoptées pour résoudre immédiatement la crise de l'eau, comme celles proposées par U.N. Water pour protéger les mangroves et les zones humides côtières, récolter l'eau de pluie, réutiliser les eaux usées et protéger les nappes phréatiques. Mais ce sont précisément ces politiques qui sont combattues par les entreprises capitalistes, dont la ligne de profit est améliorée par la destruction de la nature.

En mars 2018, nous avons lancé notre deuxième dossier, "*Villes sans eau*". Nous devrions réfléchir à ce que nous avons documenté à l'époque, il y a six ans : "Le document technique VI du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC, juin 2008) porte sur le changement climatique et l'eau. Le consensus scientifique qui se dégage de ce document indique que les changements climatiques – induits par le capitalisme à forte intensité de carbone – ont un effet négatif sur le cycle de l'eau.

Les régions où les précipitations seront plus abondantes ne verront peut-être pas davantage d'eaux souterraines en raison du ruissellement de pluies abondantes, entraînant un flux rapide de l'eau vers les océans. Ces précipitations à grande vitesse ne remplissent pas les aquifères (sources d'eau naturelles) et ne permettent pas à l'homme de stocker de l'eau.

Les scientifiques prévoient également des taux de sécheresse plus élevés dans des régions telles que la Méditerranée et l'Afrique australe. C'est ce rapport factuel qui avance le chiffre de plus d'un milliard de personnes souffrant de la pénurie d'eau.

Au cours de la dernière décennie, le programme des Nations unies pour l'environnement a mis en garde contre la multiplication des modes de vie à forte consommation d'eau et de pollution de l'eau. Ces deux phénomènes – modes de vie et pollution – sont des conséquences de la propagation des relations sociales et des mécanismes de production capitalistes de par la planète.

En termes de mode de vie, un habitant moyen des États-Unis consomme entre 300 et 600 litres d'eau par jour.

Ce chiffre est trompeur. Il ne signifie pas que les individus consomment de telles quantités d'eau. Une grande partie de cette eau est utilisée par l'agriculture et la production industrielle à forte consommation d'eau, y compris la production d'énergie. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande une consommation de 20 litres d'eau par jour et par personne pour une bonne hygiène de base et la préparation des repas.

L'écart n'est pas accidentel. Il vient d'un mode de vie gourmand en eau – utilisation de machines à laver, de lave-vaisselle, lavage des voitures et arrosage des jardins, ainsi que l'utilisation de l'eau par les usines et les fermes industrielles.

La pollution de l'eau est un problème grave. À Esquel, en Argentine, les habitants ont constaté que les contaminants provenant de l'extraction de l'or par les entreprises détruisaient leur eau potable. "*L'eau vaut bien plus que l'or*" (El agua vale más que el oro), disaient-ils. Les techniques dévastatrices d'extraction des sociétés minières (par l'utilisation de cyanure) et de culture de l'agro-industrie (par l'utilisation d'engrais et de pesticides) ont détruit les réservoirs d'eau saine.

Selon les habitants d'Esquel, leur or bleu compte bien plus que l'or véritable. En 2003, ils ont organisé une assemblée publique pour affirmer leur droit à l'eau contre les intérêts des entreprises privées.

En d'autres termes, arroser les terrains de golf est plus important que l'approvisionnement en eau courante de milliers d'enfants de moins de cinq ans qui meurent chaque jour du manque d'eau. Telles sont les valeurs du système capitaliste.

***Vijay Prashad** est un historien, éditeur et journaliste indien. Il est chargé d'écriture et correspondant en chef de Globetrotter. Il est éditeur de LeftWord Books et directeur de Tricontinental : Institute for Social Research. Il est senior non-resident fellow à l'Institut d'études financières de Chongyang, à l'université Renmin de Chine. Il a écrit plus de 20 livres, dont The Darker Nations et The Poorer Nations. Ses derniers ouvrages sont Struggle Makes Us Human : Learning from Movements for Socialism et, avec Noam Chomsky, The Withdrawal : Iraq, Libya, Afghanistan and the Fragility of U.S. Power.

Consortium news 5avril 2024
Arrêt sur info 17 avril 2024



La Cour Pénale Internationale (CPI), une entité soumise aux intérêts de l'Occident



Le siège de la Cour pénale internationale, à La Haye, aux Pays-Bas. M.Porro/Getty M.Porro/Getty

Par Pablo Jofre Leal

Quand je pense à l'Occident en relation avec cet article, à son contrôle sur la cour pénale internationale, je rends compte particulièrement de la domination dans de large sphères de notre vie quotidienne : économique, militaire, culturelle, médiatique, par des pays dirigés par les États-Unis et leurs alliés de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) avec des régimes comme le Canada, l'Australie et des entités qui sont utilisées habituellement comme prête-noms comme le régime israélien.

Un groupe de pays qui, depuis l'origine de l'Organisation des Nations unies (ONU) et l'établissement de traités, de statuts, de conventions et de différents cadres légaux destinés à garantir le respect des droits de l'homme, utilise à ses fins ces organismes internationaux parmi lesquels on compte, on suppose, des organes de justice indépendants comme la Cour Pénale Internationale (CPI) aussi connue comme Tribunal Pénal International (TPI). Ne pas confondre la CPI avec ce qu'on appelle la Cour Internationale de Justice qui dépend des Nations unies et résout des controverses juridiques entre États. La CPI est le seul tribunal international qui peut enquêter et agir contre des personnes accusées des délais les plus graves contre la communauté internationale.

En effet, la CP est une entité dont l'objectif essentiel est de juger toute personne accusée d'avoir commis des crimes de guerre, des crimes d'agression, reconnus comme crimes contre l'humanité. Dans le cadre de cette définition, ces crimes contre l'humanité sont toutes les attaques contre les droits de l'homme fondamentaux. C'est-à-dire, pas seulement contre des victimes particulières, concrètes, mais contre l'ensemble de l'humanité. Évoquer ces crimes, c'est parler d'assassinats, d'extermination, d'esclavage, de déportation ou de déplacement, forcé de population et aussi de privation grave de liberté ou de tortures commises dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique contre une population civile et dont nous avons vu l'exemple le plus concret pendant ces six derniers mois et demi avec le processus d'extermination mené à bien par le régime national-sioniste israélien contre la Palestine, dans la poursuite d'un processus qui dure depuis 76 ans, dans une politique claire et évidente de solution finale de la « question palestinienne » dans le style de la conférence de Wannsee organisée par les hiérarques nazis en avril 1942 pour faire avancer l'exécution de masse de millions d'êtres humains parmi lesquels des Européens de confession juive, des prisonniers de guerre, des handicapés mentaux, des Gitans, entre autres.

La politique d'extermination menée à bien par l'entité israélienne est une conduite qui viole toutes les lois qui existent pour défendre les droits de l'homme, pour mettre un frein à l'agression et à l'occupation d'un territoire. Une vision du monde qui gouverne ses actes criminels dans lesquels, malgré l'évidence de ces violations, de la politique de solution finale mise en place contre le peuple palestinien, l'entité national-sioniste israélienne, non seulement n'a respecté aucune des résolution de l'ONU concernant la restitution des territoires occupés, l'arrêt de la construction d'installations illégales avec des colons du sionisme le plus extrémiste, la démolition du mur de l'apartheid créé en Cisjordanie, le retour des réfugiés palestiniens, mais n'a pas non plus respecté la détermination à mettre fin à l'agression mise en œuvre depuis octobre 2023 et qui s'est traduite, jusqu'à présent, par 35 000 assassinats - dont 15 000 enfants - 90 000 blessés et la destruction de 75% des bâtiments, maisons, écoles, centres de production, cultures, hôpitaux et routes de la bande de Gaza. Cette réalité a poussé l'Afrique du Sud à accuser devant la Cour Pénale Internationale Netanyahu et son régime de crimes de guerre. Et jusqu'à maintenant rien qui sente la détermination d'arrêter le premier ministre sioniste ou de faire avancer la création d'une Tribunal Pénal Internationale pour le juger, lui et les siens.

Nous avons constaté la même chose dans d'autres parties du monde depuis 2014, quand le régime d'extrême droite de Kiev a commencé un processus d'extermination de la population du Dombas à partir du coup d'Etat de février de 2014 qui a renversé le Gouvernement de Victor Yanukovich, processus qui a duré jusqu'en février 2022, quant a commencé l'opération militaire de dénazification et de des démilitarisations du régime de Kiev par l'armée de la fédération russe. Ce processus d'extermination avait signifié l'assassinat d'au moins 20 000 habitants russophones des régions de Donetsk et Lugansk, aujourd'hui nouvelles républiques populaires ayant coupé tout lien avec Kiev. On n'a pas l'habitude de rappeler cela au moment de diaboliser l'opération de défense de cette population russe dans l'aile orientale de l'Ukraine qui a une relation claire et indéniable avec la Russie.

La Cour Pénal International Criminelle est née le 17 juillet 1998, sous les auspices de ce qu'on appelle la Conférence Diplomatique des Plénipotentiaires des Nations unies, qui a discuté de la nécessité d'avoir une Cour Pénale Internationale. La Cour a commencé à fonctionner en 2002 et a succédé aux tribunaux had hoc formés dans les années 1990 pour aborder les crimes atroces commis dans l'ancienne Yougoslavie et au Rwanda.

Lors de cette rencontre, 120 Etats membres de l'ONU ont approuvé ce qu'on appelle le Statut de Rome. 7 ont voté contre et 21 se sont abstenus, ce qui a permis la mise en place de cette CPI qui allait entrer en vigueur le 1er juillet 2002–un vote qui ne s'est pas traduit par un procès-verbal.–Par conséquent, on ne sait pas qui a voté pour, contre ou s'est abstenu, à l'exception de la République Populaire de Chine, des États-Unis et d'Israël.

Ces trois pays ont exprimé les raisons qu'ils avaient de voter contre. Le régime israélien a signalé qu'il votait contre car il ne comprenait pas pourquoi « l'acte de déplacer des habitants d'un territoire occupé était inclus dans la liste des crimes de guerre » évidemment, pour éviter de respecter les résolutions qui empêcheraient la poursuite de sa politique d'occupation, de colonisation et d'extermination de la population palestinienne et de ses territoires. Cela était inclus dans les interdictions comprises, dans le quatrième accord de Genève. La Chine a signalé qu'elle votais contre parce qu'elle préférait une décision au consensus qu'à la majorité et les États-Unis, pour leur part, ont affirmé que les statuts devait reconnaître le rôle du conseil de sécurité dans la détermination dans la qualification d'un acte d'agression, car là, indubitablement, Washington a un droit de véto indiscutable qui a été utilisé pour nier a de multiples occasions, les accusations portées contre ses propres Gouvernements, comme celles portées contre ses pays satellites.

Dans un intéressant document intitulé « 10 condamnations en 25 ans : la Cour Pénale Internationale atteint-elle son but ? » On signale que « la première personne que la CPI a jugé avec succès, a été Thomas Lubanga Dylio, l'ancien président de la République Démocratique du Congo. En mars 2012, Dylio a été déclaré coupable de crimes de guerre pour avoir enrôlé et recruté des enfants mineurs de moins de 15 ans et les avoir utilisés pour participer activement aux hostilités. Depuis lors, la CPI a traité 30 cas de plus dont 10 se sont soldés par des condamnations et quatre par des acquittements alors que 16 suspects sont toujours en liberté. La CPI est composée de 18 juges sélectionnés par l'Assemblée des Etats Membres pour un mandat de 9 ans non renouvelable et dispose d'un budget annuel d'environ 200 000 000 d'euros. 25 ans après sa création, on a déclaré : « Aujourd'hui, le monde a besoin de plus de justice que jamais. Les atrocités du XXe siècle qui ont amené à la création de la Cour n'ont pas cessé d'exister et nous assistons à une érosion du multilatéralisme et de l'Etat de droit de plus en plus importante. » Le problème réside dans le fait que la CPI, à une majorité écrasante, juge ceux que Washington et les siens ont désignés.

En mars 2023, sous la pression des États-Unis et des pays membres de l'OTAN, la CPI a lancé un mandat d'arrêt contre le président russe, « pour la déportation illégale d'enfants ukrainiens et leur transfert des zones occupées d'Ukraine à la Fédération de Russie. » Le même mandat d'arrêt a été émis contre María Alekseyevna Lvova-Belova, représentante de la présidence russe pour les droits de l'enfant. Une accusation sans fondement au-delà des dénonciations du régime de Kiev amplifiées par les médias occidentaux. Que cherche Washington et les siens avec cette nouvelle provocation contre la Russie et en particulier contre son plus haut dirigeant et des fonctionnaires de son Gouvernement ? D'abord, à utiliser un organisme international, et ainsi donner un visage de sérieux juridique à l'accusation contre Poutine dans le cadre de l'actuel affrontement guerrier en Ukraine, dans lequel les participants échappent à la Russie et à l'Ukraine quand, derrière les forces de Kiev, se trouve l'OTAN qui utilise l'Ukraine comme faire de lance et chair à canon.

À mon sens, et malgré l'énorme campagne médiatique, politique et diplomatique que l'Occident pro-nord-américain mène à bien, il n'existe aucun fondement plausible, aucune raison que nous pourrions qualifier de sérieuse, de véridique, au-delà d'un récit connu pour sa campagne inhabituel de manipulation et de désinformation tissée contre la Russie depuis la fin de l'URSS et intensifiée après la décision russe de mener à bien l'opération militaire pour de dénazification et de démilitarisation d'une Ukraine devenue le fer de lance des politiques russophobes de Washington, et auquel les pays européens, regroupés dans l'Union européenne et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord se joignent avec un enthousiasme irresponsable.

Ces décisions visent clairement à isoler la Russie, à mettre en place une politique de pression maximale et à créer une CPI unilatérale peu fiable et soumise aux intérêts des pays occidentaux. Cela se fait au détriment non seulement des rivaux occidentaux, mais aussi de l'ensemble des pays du Sud mondial.

De cette façon, on sape le droit international, la sécurité et la paix. Les mesures prises jusqu'à présent par la CPI sont totalement unilatérales et nous ne les avons jamais vues mises en place quand il s'agit de dirigeants occidentaux, parmi lesquels, dans le cas de l'invasion de l'Irak suite à des informations manipulée, le premier ministre britannique Tony Blair, l'ancien premier ministre espagnol José Maria Aznar, l'ancien président des États-Unis Georges W. Bush, responsables de l'assassinat d'1 000 000 d'Irakiens. Et même le premier ministre sioniste, Benjamin, Netanyahou et une grande partie de son cabinet. Des généraux de l'OTAN, des généraux des armé d'invasion, qui ont provoqué des millions d'assassinats dans le Sahara occidental, en Serbie, en Libye,en Irak, en Afghanistan, en Syrie, au Yémen, en Palestine, dont les responsables sont les Gouvernements occidentaux avec la participation de régimes comme celui de l'Australie, du Canada, d'Israël, de l'Arabie Saoudite, du Maroc, entre autres.

Dans un article publié sur www.segundopaso.es, on signalait il y a plus d'un an–et cela n'a pas changé d'un iota–que la CPI est une organisation au service de l'Occident, des intérêts hégémoniques de Washington et des siens, un instrument destiné à essayer de faire perdurer un monde qui exige des changements à hauts cris. Une organisation qui s'est consacrée à émettre des mandats d'arrêt contre des dirigeants africains, mais aucun contre les dirigeants politiques et militaires occidentaux responsables d'agressions, d'invasions, d'occupation et de colonisation de territoires. Responsables de la mort, par exemple, de 600 000 êtres humains en Syrie lors d'une guerre d'agression menée à bien par des troupes étrangères et des groupes terroristes depuis 2011. Un Occident qui a donné son aval aux crimes commis par le Gouvernement ukrainien à partir de février 2014 contre la population russophone du Donbass.

Une CPI qui ne juge pas et n'a émis aucune condamnation contre le régime civil et militaire sioniste pour 76 ans d'occupation et de colonisation qui se sont soldés–des estimations très en dessous de la réalité–par la mort d'au moins 150 000 Palestiniens pendant ces 76 dernières années auxquels il faut ajouter les 35 000 morts pendant ces 95 derniers jours. La déportation forcée des habitants, l'arrestation, la torture, l'assassinat, les enlèvements, entre autres crimes de guerre et crimes contre l'humanité pour lesquelles nous n'avons pas vu cette CPI émettre de mandat d'arrêt contre les criminels Benjamín Netanyahu, Avigdor Liberman, Benny Gantz, Ayelet Shaked, Itamar Ben Gvir, Bezalel Smotrich ou le ministre de la guerre israélien Yoav Gallant. « Quelle crédibilité peut avoir la CPI si elle est restée muette sur la souffrance du peuple irakien après 20 ans d'agression de la part des États-Unis et de la Grande-Bretagne, ou du peuple afghan ?

La CPI qui s'est tue quand les États-Unis ont imposé des sanctions à un procureur de la CPI pour avoir enquêté sur des crimes de guerre commis en Afghanistan par des militaires étasuniens. Washington a aussi menacé d'arrêter de sanctionner les magistrats et d'autres fonctionnaires du tribunal pour la même affaire. Le 2 septembre 2020, l'administration a annoncé que les États-Unis avaient imposé des sanctions à la procureure de la CPI Fatou Bensouda et au chef de la division de juridiction, de complémentarité et de coopération du bureau du procureur, Phakiso Mochochok. Cette action concrétisait un ordre exécutif émis le 11 juin 2020 par le président Donald Trump qui déclarait une urgence nationale surréaliste et autorisait le gel des actifs et l'interdiction d'entrée des familles qui pourrait être imposée contre certains fonctionnaires de la CPI.

L'ancien président des États-Unis, Trump a qualifié à son époque la CPI « d'irresponsable » et de « dangereuse » pour le pays et a appelé à « limiter les larges pouvoirs » de la CPI. En cette année 2024, le président actuel des États-Unis, Joe Biden, soutient la décision du tribunal contre Vladimir Poutine. Washington, à l'époque, avait adopté une loi qui autorisait l'utilisation de « tous les moyens nécessaires et appropriés pour obtenir la libération », d'un militaire ou d'un fonctionnaire arrêté à la demande du tribunal de La Haye. L'ancien conseiller à la sécurité nationale des États-Unis, John Bolton, sous le gouvernement de Trump, soutenait en 2018 : « Nous laisserons la CPI mourir d'elle-même. Après tout, la CPI est morte dans tous les sens du terme ». Quand il y a des aveux, il n'y a pas besoin de preuve. La CPI et sa conduite unilatérale et en faveur de l'Occident « est sur la voie de l'autodestruction ».

Ces paroles coïncident pleinement avec celle de l'ambassadeur de Russie, devant le conseil de sécurité de l'ONU, qui soutenait que cet institution, appelait CPI, au moment où elle se taise face au crime, de qui, des États-Unis et de l'OTAN, le Donbass, ainsi que devant les crimes commis pendant des décennies par l'Occident, est une institution politisée qui agit de façon déséquilibrée et incompétente, et a à nouveau démontré son infériorité. « La CPI est une marionnette aux mains de l'Occident collectif, toujours prête à exercer une pseudo justice sur demande. » Il est évident que le monde marche, inexorablement vers le multilatéralisme et que l'empire agonisant ne peut rien faire de plus que donner des coups de poing dans l'eau.

Résumé latino-américain le 22 avril 2024
Traduction Françoise Lopez
Bolivar Infos 24 Avril 2024

70 ans après la bataille de Dien Bien Phu : la contribution du Vietnam à la lutte anticoloniale



La bataille de Diên Biên Phu en peinture panoramique

Par Sergio Rodríguez Gelfenstein

Le 7 mai prochain commémorera le soixante-dixième anniversaire de la victoire du peuple vietnamien dans la bataille de Dien Bien Phu, qui a mis fin au pouvoir colonial français dans toute la péninsule indochinoise.

Cette bataille, ainsi que la guerre d'indépendance algérienne conclue en 1962 et la bataille de Cuito Cuanavale terminée en novembre 1988 grâce à l'action conjointe des forces cubano-angolaises dans le sud de ce pays, ont signifié les défaites les plus retentissantes infligées au pouvoir colonial européen dans la seconde moitié du XXe siècle.

En décembre 1953, le président Hô Chi Minh envoie un message aux cadres et combattants du Front de Dien Bien Phu. Il leur disait qu'ils avaient pour mission de marcher vers cet endroit où se trouvait un fort contingent français, qu'ils devaient anéantir pour étendre la résistance et libérer leurs compatriotes qui souffraient encore du joug de l'ennemi.

Dans sa lettre, le Président Ho a rappelé les grands succès et les brillantes victoires de ce Front. Aujourd'hui, après des campagnes d'éducation politique et de formation militaire, ils ont réalisé de nouveaux progrès. Dans cette situation, ils ont dû lutter avec plus de courage et, malgré les difficultés, ils ont dû imposer leur conviction inébranlable de victoire.

Dien Bien Phu est une ville située dans la vallée de Muong Thanh au milieu d'une zone montagneuse du nord-ouest du Vietnam, à environ 320 km de Hanoï. C'est la capitale de la province de Dien Bien et est située à environ 35 km de la frontière avec le Laos. La vallée de Muong Thanh est entourée d'une région de jungles, de rizières et de lacs.

Deux mois avant la lettre du président Ho aux combattants, en octobre, le général Vo Nguyen Giap fut convoqué au quartier général du haut commandement où résidait le président Ho pour discuter du plan militaire pour la campagne hiver-printemps 1953-1954. Le quartier général était situé dans le village de Khuoi Tat, dans la province de Thai Nguyen, au nord-est du pays. Outre le président Ho, Truong Chinh et Pham Van Dong, tous deux membres du Bureau politique du Parti communiste vietnamien (PCV) et le général Hoang Van Thai ont participé à la réunion. En janvier, le général Giap a été nommé commandant en chef du Front de Dien Bien Phu tandis que le général Hoang Van Thai a été nommé chef d'état-major de ce front.

Depuis mai, l'armée d'occupation française avait un nouveau chef : le général Henri Navarre, caractérisé par son activité intense et sa brutalité illimitée contre la population civile. Son plan était de concentrer une force mobile énorme et sans précédent au Vietnam, ce qui ajoutait à sa proposition de pacifier le sud du pays, en évitant une confrontation dans la région nord, frontalière avec la Chine. Les Français prévoyaient de rester à l'offensive, portant des coups à l'arrière afin d'immobiliser et d'épuiser l'Armée populaire du Vietnam. Le Plan Navarre, préparé et financé conjointement avec le Pentagone américain, avait pour objectif d'anéantir le principal contingent militaire vietnamien en 18 mois et de transformer le pays en colonie et base militaire pour la France et les États-Unis.

Lors de la réunion d'octobre, le président Ho a déclaré calmement que l'ennemi s'était concentré pour se renforcer et qu'il devait donc être contraint de se disperser et de réduire ses forces. À cet effet, le Comité central du Parti communiste vietnamien a publié une directive. Afin de maintenir et de développer l'initiative, une partie des forces régulières serait habituée, agissant en coordination avec les troupes régionales, à attaquer les points stratégiques considérés comme la plus grande faiblesse de l'ennemi, l'obligeant à se disperser pour se défendre. On créerait ainsi une situation nouvelle dans laquelle il faudrait constamment observer la dislocation de l'armée française pour que, une fois l'occasion se présentant, elle puisse concentrer les troupes, éliminer les forces ennemies les plus importantes et changer l'ordre du cours de la guerre.

De même, des dispositions ont été prises pour intensifier la guérilla, défendre les zones libérées avec les troupes locales et renforcer la coordination avec les forces révolutionnaires du Laos et du Cambodge.

Conformément à cette résolution, en décembre 1953, l'armée vietnamienne a pris l'initiative de libérer des zones importantes du nord-ouest du pays, en même temps que d'autres régions du sud et du centre du Laos et du nord-ouest du Cambodge ont également été libérées, atteignant ainsi l'objectif de disperser les forces de l'ennemi et l'obliger à recomposer son plan en l'empêchant de mener des opérations dans certains territoires où il les avait préparées, en étant contraint de retirer ses troupes du sud pour renforcer le nord, en empêchant son plan de concentration des forces. Tout cela a créé les conditions de leur annihilation, puisqu'ils ont dû abandonner leurs positions, avant-postes et bases aériennes, ce qui a entraîné de lourdes pertes pour la puissance coloniale.

Comme l'a dit le général Giap dans ses mémoires : *« …les Français n'ont jamais été capables de résoudre la contradiction concentration-dispersion de leurs forces. »* L'offensive vietnamienne visait à approfondir cette contradiction. Cela s'est manifesté par le fait que l'armée française a dû se disperser pour occuper tout le territoire contesté, mais *« lorsqu'elle s'est dispersée, elle s'est trouvée en difficulté. Leurs unités dispersées devinrent des proies faciles pour nos troupes, leurs forces mobiles furent continuellement réduites et le manque de troupes se fit plus marqué… »*

Dans cette situation et dans le but de maintenir une bonne position au nord-ouest, les Français avec le soutien des États-Unis entreprennent la tâche de construire et de renforcer très rapidement une gigantesque base militaire à Dien Bien Phu située dans une zone stratégique de l'océan Indien. Ils concentrèrent une bonne quantité de forces et de moyens pour en faire une zone fortifiée qui devait devenir un bastion pour l'application du Plan de Navarre, prolongeant et prolongeant la guerre.

Dans ce contexte, le Bureau politique du PCV a décidé de vaincre et d'anéantir l'ennemi à Dien Bien Phu, pour lequel il a établi une série de mesures visant à la victoire. Le soutien multisectoriel à l'armée s'est imposé comme tâche principale, pour laquelle des milliers de volontaires, de troupes locales et régionales et de forces régulières ont uni leurs forces pour vaincre la suprématie technique et militaire de l'armée coloniale. Ainsi, des centaines de kilomètres de routes rurales ont été ouvertes au milieu de la jungle et des montagnes, transportant les armes, les munitions et le matériel logistique nécessaire à l'éventuelle bataille sur des routes presque inaccessibles.

Le 7 mai, après 55 jours de combats acharnés, l'armée vietnamienne a réussi à détruire l'ensemble du système de fortifications de Dien Bien Phu, anéantissant ou capturant jusqu'à 16 000 soldats ennemis, y compris tous leurs officiers. En général, pendant toute la campagne, 112 000 soldats ennemis ont été éliminés, libérant les zones stratégiques concernées et récupérant les trois quarts du pays, tandis que des succès similaires ont été obtenus au Laos et au Cambodge.

Face à la défaite et à la possibilité d'une disparition totale, les Français se replient au sud du 18e parallèle. La victoire de Dien Bien Phu signifie la libération de tout le nord du pays, créant les conditions d'une réunification ultérieure qui attendra encore 19 ans., maintenant contre les États-Unis qui ont créé un gouvernement fantoche dans le sud.

En juillet 1954, les accords de Genève sont signés, par lesquels la France officialise le retrait de ses troupes, reconnaît l'indépendance du Vietnam, du Laos et du Cambodge et établit une ligne de démarcation au 17e parallèle. De même, la tenue des élections est prévue en juillet 1956 pour avancer vers la réunification du pays.

La victoire de Dien Bien Phu et les Accords de Genève qui en ont découlé ont révélé une défaite totale de la France et ont constitué un stimulant pour tous les peuples luttant contre le colonialisme et le néocolonialisme. De même, ils ont forcé le report des plans impérialistes conçus à Washington pour l'Asie du Sud-Est.

Les États-Unis n'ont pas respecté les accords, créant une nouvelle situation qui, comme indiqué précédemment, a nécessité encore 19 années de lutte jusqu'à la défaite totale de l'empire nord-américain, réalisant la réunification nationale tant attendue, la paix et le début durable du conflit, la marche du pays vers le socialisme sous la direction du Parti communiste du Vietnam, fondé par Hô Chi Minh.



Le président Hô Chi Minh et le soldat invincible, le général Vo Nguyen Giap

Rebelión 03 mai 2024

Le capitalisme est la plus grande source de violence



Un char d'assaut entre des piles de pièces de monnaie, symbole de dépenses élevées en matière d'armement

Par Jason Hickel

Ce que le moment présent révèle, une fois de plus, c'est que l'agression occidentale pendant la "guerre froide" n'a jamais eu pour but de détruire le socialisme en tant que tel. Il s'agissait de détruire les mouvements et les gouvernements de la périphérie qui recherchaient la souveraineté économique. Pourquoi ? Parce que la souveraineté économique dans la périphérie menace l'accumulation du capital dans le centre.

Cela reste l'objectif principal de l'agression occidentale aujourd'hui. Et c'est la plus grande source de violence, de guerre et d'instabilité dans le système mondial.

Si les puissances occidentales se sont attaquées aux mouvements socialistes du Sud pendant la "guerre froide" (Cuba, la Chine, la destruction du Viêt Nam et de la Corée du Nord, etc.), c'est parce qu'elles savaient que le socialisme permettrait au Sud de reprendre le contrôle de ses propres capacités de production - sa main-d'œuvre, ses ressources et ses usines - et de les organiser en fonction des besoins locaux et du développement national.

Lorsque cela se produit - lorsque les populations du Sud commencent à produire et à consommer pour elles-mêmes - cela signifie que ces ressources ne sont plus disponibles à bas prix pour servir la consommation et l'accumulation dans le centre, perturbant ainsi l'arrangement impérial sur lequel le capitalisme occidental s'est toujours appuyé (main-d'œuvre bon marché, ressources bon marché, contrôle des moyens de production, marchés à portée de main). N'oublions pas qu'environ 50 % de la consommation matérielle dans le noyau central est appropriée par le Sud. C'est ce qu'ils essaient de défendre.

Mais les gouvernements socialistes n'ont pas été les seuls à rechercher la souveraineté économique. Après la décolonisation politique, un large éventail de mouvements et d'États du Sud ont également cherché à obtenir une libération économique et un développement industriel souverain. Les puissances occidentales les ont attaqués avec la même brutalité (Indonésie, Brésil, Guatemala, RDC...).

C'est la raison principale pour laquelle les puissances occidentales ont soutenu le régime d'apartheid en Afrique du Sud, et c'est pourquoi elles soutiennent le régime israélien aujourd'hui... en tant qu'avant-postes coloniaux occidentaux pouvant être utilisés pour attaquer et déstabiliser les mouvements régionaux en quête de socialisme ou de toute forme de souveraineté économique réelle, que ce soit en Angola, au Mozambique, au Zimbabwe ou dans n'importe quel mouvement nationaliste ou socialiste arabe d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.

L'Iran a toujours été au cœur de cette histoire. Les États occidentaux ont orchestré un coup d'État contre le premier ministre Mohammad Mosaddegh, extrêmement populaire, en 1953. Il s'agissait d'un nationaliste de gauche, pas d'un socialiste. Mais il voulait que l'Iran contrôle ses propres ressources (notamment le pétrole), ce qui était inacceptable pour les États-Unis et la Grande-Bretagne. Mossadegh a été remplacé par une dictature brutale soutenue par l'Occident. La révolution qui a finalement renversé la dictature en 1979 - et qui a constitué le gouvernement actuel - n'était même pas de gauche, et encore moins socialiste. Mais ils veulent l'autodétermination économique nationale et c'est déjà un péché. Ils sont une cible pour les mêmes raisons que l'Irak et la Libye.

Il en va de même pour la Chine. Le chemin de la Chine vers une industrialisation souveraine - qu'elle soit socialiste ou non - signifie qu'elle n'est plus une source facile de main-d'œuvre bon marché pour les capitaux occidentaux. Et à mesure que le prix de l'offre augmente, le sabre des États et des médias occidentaux se déchaîne.

Voilà donc la situation dans laquelle nous nous trouvons. Les classes dirigeantes occidentales soutiennent une violence obscène et un génocide plausible à Gaza, malgré une condamnation internationale écrasante, parce qu'elles doivent consolider leur avant-poste régional à tout prix.

La grande majorité du monde soutient la libération de la Palestine, mais la libération de la Palestine limiterait le pouvoir israélien et ouvrirait la voie à des mouvements de libération régionaux, ce qui est tout à fait contraire aux intérêts du capital occidental. Et maintenant, ils provoquent une guerre avec l'Iran, risquant une conflagration régionale, tout en encerclant la Chine avec des bases militaires, en renforçant les sanctions contre Cuba, en essayant de contenir les gouvernements progressistes en Amérique latine, en menaçant d'envahir les États du Sahel...

C'est intolérable et cela ne peut plus durer. La violence qu'ils perpètrent, l'instabilité, les guerres constantes contre un long cortège historique de peuples et de mouvements du Sud qui aspirent à la liberté et à l'autodétermination... le monde entier est entraîné dans cet horrible cauchemar. Ils sont prêts à infliger d'énormes souffrances et misères à des centaines de millions de personnes afin de préserver la dynamique existante d'accumulation du capital.

Nous ne connaîtrons pas la paix tant que cet arrangement ne sera pas surmonté et que les transformations post-capitalistes ne seront pas réalisées.

*Le Dr Jason Hickel est anthropologue, auteur et membre de la Royal Society of Arts. Il a enseigné à la London School of Economics, à l'Université de Virginie et à Goldsmiths, Université de Londres, où il dirige la maîtrise en anthropologie et politique culturelle.

Pearls and Irritations 23 Avril 2024
Traduction Bernard Tornare
1er Mai 2024

Burkina: « marre des colons US et français ! »



Manifestation devant l'ambassade des USA au Burkina Faso, le vendredi 3 mai 2024.

En réponse à la déclaration conjointe des États-Unis et du Royaume-Uni en lien avec des accusations de « massacres de civils » dans un rapport publié par l'ONG Human Rights Watch (HRW) contre les Forces de Défense et de Sécurité (FDS), la coordination nationale des associations de veille citoyenne a organisé une manifestation devant l'ambassade des USA au Burkina Faso. C'était le vendredi 3 mai 2024.

Devant l'ambassade, le porte-parole de la coordination nationale des associations de veille citoyenne, Soumaïla Nana, a lu une déclaration.

S'adressant à l'ambassadeur des USA au Burkina Faso, il a affirmé : « C'est avec étonnement et mécontentement que la coordination nationale des associations de veille citoyenne patriotique vous adresse cette lettre ouverte portant sur la publication de la déclaration conjointe de votre pays avec le Royaume Uni exprimant les accusations mensongères d'un prétendu massacre de civils formulé par Human Rights Watch (HRW) contre l'armée burkinabè », a-t-il martelé.

Soumaïla Nana a renchéri en disant ceci : « mais c'est avec consternation et étonnement que le peuple souverain du Burkina Faso a vu une déclaration des USA et du Royaume Uni accusant notre armée républicaine d'exactions et de massacres sur la base d'une simple déclaration incongrue aux normes judiciaires nationale et internationale de HRW. Le peuple Burkinabè demande aux plus hautes autorités des USA de se fier désormais aux rapports du gouvernement et de la transition à qui, le peuple a placé toute sa confiance. Nous, peuple souverain, exhortons aux USA à se départir des manipulations occidentales menées par la France en qui, le peuple Burkinabè a perdu confiance et a décidé de rompre plusieurs accords bilatéraux avec elle », a-t-il déclaré.

Il a insisté sur le fait que les populations se tiendront « toujours debout contre toute puissance, qui qu'elle soit, prête à heurter ou à dénigrer nos autorités engagées à fond pour la souveraineté du Burkina Faso », a-t-il averti.

La coordination nationale des associations de veille citoyenne a conclu en demandant une clarification de la position des autorités américaines suite à la déclaration conjointe et également « l'orientation souveraine » de la Transition. En rappel, le chargé d'affaires de l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique au Burkina Faso, Eric P. Whitaker, a été convoqué dans la soirée du jeudi 2 mai 2024 par le ministère des Affaires étrangères. Cette convocation fait suite à la publication d'une déclaration conjointe des USA et du Royaume-Uni reprenant les accusations de massacres de civils, formulées par HRW contre les Forces combattantes burkinabè.

PressTv 6 mai 2024

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, sur les conclusions du Ministère public, maintient le défaut octroyé contre Lynda COQMARD à la susdite audience, pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Rosemond THERMIDOR d'avec son épouse Lynda COQMARD pour incompatibilité de caractère aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de Cavaillon de transcrire dans ses registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Fritz BERNARD de ce siège pour la signification de ce jugement Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous Me Jean Emmanuel ZEPHIR, Av, juge en audience civile ordinaire et publique du jeudi seize Juin deux mille deux, en présence de Vanna MANE, Substitut commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Jean Claude Novembre

Il est Ordonné.....etc.... .

En foi de quoi....etc .....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen et sur les conclusions du Ministère public, maintient le défaut octroyé contre Sherley JEAN à la susdite audience, pour le profit du défaut, déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Djimps PRESENDIEU d'avec Sherley JEAN pour incompatibilité de caractère aux torts de l'épouse, prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'Etat civil de la commune de Saint Louis du Sud de transcrire dans les registres à ce destinés le dispositif du Jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Fritz BERNARD de ce siège pour la signification de ce jugement, compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Emmanuel ZEPHIR, av Juge en audience civil, ordinaire et publique du jeudi sept décembre deux mille vingt-trois, en présence de Me Vanna MANE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du sieur Jean Claude NOVEMBRE, Greffier du siège

Il est Ordonné.....etc....

En foi de quoi.....etc....

PAR CES MOTIFS

Nous Me Paul Wesley, Juge en siège à l'audience publique de divorce du Mercredi 23 mai deux mille vingt trois (2023) sur les conclusions conformes du Ministère public représenté par Magistrat Pierre Lucner SANON, maintenons le défaut requis et octroyé à la barre par la partie défenderesse. Admettons le divorce de la dame Erette Phitillon MEVILVA d'avec son époux le sieur Billy MEVILMA; Prononçons en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux pour injures graves et publique aux torts exclusifs de l'épouse, ce, conformément aux termes des articles 217 , et suivant du code civil; Ordonnons à l'officier de l'état civil de Thomazeau de transcrire sur les registres destinés à cet effet, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans un quotidien s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêt envers les tiers s'il y échet ; Compensons les dépens en raison de la qualité des parties ; Commettons l'huissier Jacob MEDE de ce Tribunal pour la signification de ce présent jugement.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Magistrat Paul Wesley, Juge en audience ordinaire et publique en matière de divorce du mercredi trois (03) Novembre deux mille vingt trois (2023), An 217ème de l'indépendance, en présence de Magistrat Pierre Louis SANON, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance de Daniel ADRIEN , Greffier du siège

Il est Ordonné.....etc....

En foi de quoi....etc....

Me Roudy ANTOINE , Av

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré au vœu de la loi, le Ministère public maintient le défaut octroyé à l'audience du vingt et un juillet deux mille vingt trois contre la dame née Marie Nadège MICHEL pour faute de comparaître suivant l'article 287 du code de procédure civile. Au fond, admet le divorce des époux Djems VILVAR la femme née Marie Nadège MICHEL pour injures graves et publiques et suivant l'article 217 du code civil, aux torts exclusifs de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux. Ordonne à l'officier de l'état civil de Port-au-Prince, section Nord de transcrire dans les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans un quotidien s'éditant à la Capitale sous peine de dommages-intérêts envers le tiers si le cas y échet. Compense les dépens. Commet l'huissier Clerbrum FAURE de ce Tribunal pour la publication de ce Jugement

Ainsi jugé et prononcé par nous, Marie Rosie Degand Nicolas, Juge à l'audience ordinaire et publique du vendredi vingt et un juillet deux mille vingt trois , en 219ème de l'indépendance, en présence de Mes Harry Jean Paul et Jean Claude Jean Antoine, Substituts commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance de Marie Yolande ZETRENNE CADET, Greffière du siège

Il est.....Ordonné.....etc....

En foi de quoi .....etc.....

Cuba: Meeting du 1er mai à La Havane



Les travailleurs cubains le 1er Mai 2024


Le secrétaire général de la Centrale des Travailleurs de Cuba (CTC), Ulises Guilarte de Nacimiento



Cuba Commémoration du Premier Mai 2024

Le général d'armée Raúl Castro Ruz, leader de la Révolution cubaine, et le président cubain Miguel Díaz-Canel Bermúdez étaient présents à la Tribune anti-impérialiste de cette capitale pour célébrer la Journée internationale des travailleurs avec notre peuple bien-aimé.

Plus de 1 000 personnes issues de 200 organisations de solidarité du monde entier étaient présentes aux côtés des travailleurs cubains.

Darian Oramas Campo, une jeune travailleuse du secteur de l'électricité, a pris la parole lors de l'événement national central de la Journée internationale des travailleurs à La Havane. Dans son discours, elle a souligné les défis du contexte actuel pour notre peuple, qui subit un renforcement du blocus économique, commercial et financier des États-Unis sur l'île.

Elle a également réitéré la condamnation par la nation caribéenne des crimes commis par Israël à l'encontre de la population palestinienne, dont la plupart sont des enfants, des femmes et des personnes âgées, qui sont systématiquement privés de leur droit à la vie.

Le secrétaire général de la Centrale des Travailleurs de Cuba (CTC), Ulises Guilarte de Nacimiento, dans le discours principal de l'événement, a souligné qu'aujourd'hui des milliers de travailleurs manifestent dans des rassemblements dans tout le pays que nous restons fermes et unis autour de la Révolution, défendant ses idéaux d'indépendance, de souveraineté et de justice sociale.

Il a également abordé les particularités du contexte socio-économique cubain, marqué à la fois par le blocus américain et par nos propres carences internes.

Tout cela a eu un impact sur les pénuries alimentaires, la perte du pouvoir d'achat des salaires et des pensions, la limitation de l'accès aux intrants et aux matières premières pour l'industrie, la restriction du commerce et de l'investissement étranger... tout cela, en raison de l'impact des mesures américaines, se reflète dans la vie des travailleurs du pays.

C'est pourquoi nous avons dédié cette journée à l'héroïsme des travailleurs cubains.

Le 1er secrétaire du Comité central du Parti communiste Guilarte de Nacimiento a pour sa part souligné qu'il existe de bonnes expériences dans tous les territoires du pays, démontrant qu'il est possible d'atteindre l'efficacité productive, malgré les limitations des ressources matérielles et financières.

Dans le reste des provinces, des rassemblements sont organisés à l'unisson sur les principales places pour accueillir la multitude de Cubains qui célébreront le 65e anniversaire du premier défilé ouvrier organisé après le triomphe de la révolution cubaine en 1959.

Les Cubains exigeront à nouveau la fin du blocus économique américain et l'exclusion de l'île de la liste illégale des pays supposés parrainer le terrorisme, et manifesteront leur soutien au projet socialiste (plusieurs).

Discours intégral d'Ulises Guilarte de Nacimiento 1er secrétaire du Comité central du Parti communiste lors de la célébration du 1er mai 2024

Camarade général d'armée Raúl Castro Ruz, leader de la révolution cubaine

Camarade Miguel Díaz-Canel Bermúdez, premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de Cuba et président de la République.

Camarades de lutte, syndicalistes, groupes de solidarité.

Chers travailleurs :

Depuis cette Tribune anti-impérialiste « José Martí », place des rassemblements et des marches historiques du peuple combattant, nous célébrons la Journée internationale des travailleurs, présidée par le slogan « Pour Cuba, ensemble nous créons ».

À cette heure, des millions de Cubains à travers toute la géographie nationale démontrent une fois de plus, dans des mobilisations combatives et colorées, que nous restons fermes et unis autour de notre glorieuse révolution socialiste, défendant ses idéaux d'indépendance, de souveraineté et de justice sociale.

Cubains :

Le contexte socio-économique actuel du pays est complexe et défavorable. L'intensification de la politique américaine d'asphyxie maximale de notre peuple, ainsi que nos insuffisances internes, constituent ce scénario.

Cela a un impact négatif sur les niveaux de consommation, les pénuries de nourriture et de médicaments et la perte de pouvoir d'achat des salaires et des pensions.

Il limite également l'accès aux intrants et aux matières premières pour nos installations industrielles, exerce une pression sur les institutions bancaires et les entreprises du monde entier intéressées par le commerce et les investissements étrangers à Cuba.

Tous ces problèmes découlant de l'intensification du blocus affectent constamment nos travailleurs dans leur vie familiale, mais aussi dans l'accomplissement de leur travail dans les domaines de la production, de l'éducation, de la santé, de la science et de l'agriculture. Il n'y a pas un seul secteur du pays qui soit épargné par ces effets.

Face à ces circonstances difficiles, nous avons dédié la fête du prolétariat mondial à l'héroïsme des travailleurs, qui concentrent leurs efforts sur la reprise économique comme bataille fondamentale.

Dans sa matérialisation, la contribution des travailleurs à la maximisation de l'utilisation de la journée de travail et des capacités de production existantes est décisive. L'augmentation des secteurs liés à l'exportation et de la production alimentaire revêt une importance stratégique dans la situation actuelle.

Il existe de bonnes expériences dans toutes les régions du pays qui montrent qu'il est possible, qu'il est possible d'atteindre l'efficacité productive, en surmontant les limites des ressources matérielles et financières. Cela exige de la responsabilité, de la rigueur, un sentiment d'appropriation de ce qui est fait, le développement d'une capacité maximale d'innovation et de créativité, ce qui nous permet d'affronter tous les obstacles qui se dressent sur notre chemin.

Au cœur de ces bonnes expériences se trouvent les hommes et les femmes qui les rendent possibles, qui nous montrent que le capital humain est la ressource la plus sûre et la plus solide dont nous disposons aujourd'hui, et que nous n'avons pas le droit de la gaspiller.

Dans ces conditions, nous devons travailler à la consolidation de l'entreprise d'État socialiste et garantir ainsi la croissance de l'offre de biens et de services qui favorise la baisse des prix, ainsi que la consolidation de l'efficacité nécessaire en matière d'investissement.

Tout cela dans un processus constant de rapprochement avec le secteur non étatique de l'économie, qui exige une plus grande attention et une meilleure protection des droits des travailleurs qui en font partie.

Nous relevons ce défi urgent dans le cadre de la mise en œuvre des projections gouvernementales visant à corriger les distorsions et à relancer l'économie en 2024, ce qui coïncide avec le processus organique menant au 22e Congrès de la CTC.

Les travailleurs cubains, convaincus d'être les propriétaires des moyens de production fondamentaux, doivent s'orienter vers un contrôle et une supervision toujours plus grands des ressources dont ils disposent, ainsi que vers une lutte sans relâche contre la corruption, l'indiscipline et l'illégalité.

Chers compatriotes

En cette occasion, la Journée internationale des travailleurs coïncide avec le plus grand crime commis contre le peuple palestinien par le gouvernement israélien avec la complicité des États-Unis. Nous ne restons pas indifférents à ces graves violations du droit international. Les travailleurs cubains condamnent les attaques aveugles qui ont coûté la vie à des dizaines de milliers de Palestiniens, principalement des femmes et des enfants.

Avec cette revendication, nous brandirons les bannières de la solidarité avec le mouvement syndical. En même temps, nous ratifions à la communauté internationale qu'elle peut toujours compter sur la lutte permanente de Cuba contre l'injustice, l'inégalité et l'établissement d'un ordre international plus juste et équitable.

Camarades :

Plus les circonstances sont complexes, plus forte doit être l'unité, qui nous a menés jusqu'ici et nous a permis de surmonter les défis les plus difficiles, qui, comme l'a dit le général de l'armée lors du 65e anniversaire du triomphe de la révolution, est l'arme stratégique de la révolution.

Unis, nous vaincrons et nous irons de l'avant !

Vive la Journée internationale des travailleurs !

Vive Fidel et Raul pour toujours !

Jusqu'à la victoire toujours!

Bolivar Infos 3 Mai 2024

Pour la défense de l'Alliance des États du Sahel, pour le panafricanisme révolutionnaire



Alliance des États du Sahel de gauche à droite : Ibrahim Traore (Burkina Faso), Abdourahamane Tchiani (Niger) et Assimi Goïta (Mali), se sont associés pour créer l'Alliance des Etats du Sahel.

Par la Coalition pour l'élimination de l'impérialisme en Afrique

Aux masses africaines d'ici et d'ailleurs, opprimées et tourmentées par les impérialistes depuis des siècles, et pourtant inébranlables dans leur lutte. Nous, la Coalition pour l'élimination de l'impérialisme en Afrique, vous exhortons à soutenir fermement l'Alliance des États du Sahel qui, à ce moment de notre histoire, représente le modèle du panafricanisme et donc la voie vers la libération totale et l'unification de l'Afrique.

En 2011, l'Afrique a subi un coup dévastateur avec l'effondrement de la Jamahiriya libyenne socialiste et l'assassinat d'un grand fils de l'Afrique, le camarade Mouammar Kadhafi, aux mains de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), en complicité avec des Africains corrompus. Pour l'Occident collectif, le crime de Kadhafi était de souhaiter une Afrique réellement indépendante et souveraine. En 2009, en tant que président de l'Union africaine, Kadhafi a suggéré la création d'une monnaie continentale indépendante, le dinar-or. Cette monnaie libérerait le continent de son asservissement économique au dollar américain et au franc français (CFA).

L'Union africaine, submergée par les chefs d'État néocoloniaux, n'a pas agi de manière décisive pour défendre la Libye et Mouammar Kadhafi. Les médias impérialistes ont utilisé la propagande pour séduire les organisations progressistes et les masses africaines. C'est pourquoi nous n'avons pas défendu la Libye et ne nous sommes pas opposés à toute intervention occidentale dans cet État africain. Mouammar Kadhafi, trahi par l'Afrique, a été brutalement assassiné, et la Libye a été transformée en un État ingouvernable où règne la terreur néocolonialiste.

Bien entendu, cette terreur ne s'est pas arrêtée à la frontière coloniale de la Libye. Avant même que la contre-révolution soutenue par l'OTAN ne réussisse, il était déjà entendu que la destruction de la Libye transformerait cette nation prospère en un sanctuaire majeur et en une source d'armes pour les extrémistes salafistes. L'année suivante, Tombouctou était tombée aux mains d'un de ces groupes. Douze ans plus tard, lors d'un discours prononcé en 2023 devant l'Assemblée générale des Nations unies, le ministre malien des affaires étrangères a déclaré : « *La guerre de l'OTAN en Libye est la cause première de la propagation du terrorisme et de l'extrémisme violent dans la région du Sahel* ».

Bien que la guerre de l'OTAN soit la cause première, le terrain a été rendu fertile par une provocation antérieure : l'établissement du Commandement américain pour l'Afrique (AFRICOM), un commandement de combat destiné à utiliser le militarisme américain pour imposer les intérêts des États-Unis sur tout le continent. Depuis sa création, le Sahel est devenu un bastion de l'extrémisme violent. Le nombre de morts dans la région a augmenté de plus de 2 000 %, passant de 1 % du total mondial en 2007 à 43 % en 2022, et plus de 2,7 millions de personnes ont été déplacées.

Le terrorisme fasciste n'est pas seulement développé par l'intervention occidentale, il est également utilisé pour justifier une nouvelle intervention occidentale. Sous couvert de lutte contre le terrorisme, les troupes françaises ont été envoyées dans la région avec pour véritable objectif de maintenir la mainmise de la France sur l'Afrique afin d'exploiter les populations et les terres dans l'intérêt de l'impérialisme français. Il s'agissait notamment de protéger ses marionnettes néocoloniales contre les soulèvements de masse et d'intensifier les efforts de recrutement des extrémistes, tandis que les soldats français bombardaient des mariages et molestaient des enfants.

Les protestations, les grèves et la résistance populaire générale se sont développées contre la violence endémique, le siphonnage des ressources, l'absence de souveraineté et les indignités quotidiennes de l'impérialisme français. En réponse, des coups d'État positifs ont fini par renverser successivement les gouvernements néocoloniaux du Mali, du Burkina Faso et du Niger, engageant ces trois pays, et le monde entier, dans une nouvelle direction. Comprenant que l'énorme tâche de libération totale nécessitait l'unité, les peuples ont demandé à leurs nouveaux gouvernements d'accroître leur coordination, ce qui a abouti à la formation de l'Alliance des États du Sahel (AES). Lors d'une conférence de presse conjointe à Niamey, le Premier ministre du Burkina Faso a résumé la situation : « *Désormais, nous disons, que vous soyez du Mali, du Niger ou du Burkina, nous avons le même destin. Nous y allons ensemble. C'est à nous de prendre notre destin en main* ».

En adoptant une position unifiée, l'AES a pu sauver sa souveraineté politique des griffes de l'impérialisme et des larbins néocoloniaux. Depuis sa création, elle a chassé les armées impérialistes de son sol, brisé le siège économique imposé par les sanctions de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et résisté à la menace d'une invasion militaire visant à rétablir le néocolonialisme au Niger. Ces exploits sont un témoignage éclatant de l'appel lancé aux Africains pour qu'ils s'unissent et sont des réalisations que tous les panafricanistes qui veulent voir une Afrique unifiée et socialiste doivent saluer.

Selon les mots immortels du révolutionnaire panafricain Amilcar Cabral, « *... la libération nationale n'existe que lorsque les forces productives nationales ont été complètement libérées de toute forme de domination étrangère* ».

La force productive nationale fondamentale est la terre dans la région du Sahel, qui a été historiquement occupée par les agents néocoloniaux et les forces de l'OTAN de l'AFRICOM et de la France sous le couvert de la suppression des groupes extrémistes réactionnaires. Le retrait des armées impérialistes des territoires de l'AES a permis à ces derniers de recouvrer leur souveraineté et de prendre des mesures concrètes pour améliorer leur sécurité. En consolidant leurs armées nationales, ils ont mené une lutte militaire intense pour restaurer l'intégrité territoriale et éradiquer les groupes extrémistes réactionnaires qui occupaient de vastes étendues de territoire et commettaient des atrocités à l'encontre de la population locale. La reconquête par le Mali de Kidal, un territoire contesté qui était depuis dix ans sous le contrôle de groupes séparatistes rebelles soutenus par l'Occident, renforce le fait que la présence des armées de l'OTAN est la source de nos problèmes et que nous, Africains, sommes tout à fait capables d'assurer notre propre sécurité.

Grâce à sa souveraineté politique, l'AES a pu se concentrer sur un développement centré sur le peuple après des siècles de sous-développement colonial suivi d'une extraction et d'une exploitation impérialistes néocoloniales. Cela inclut le développement rapide de projets économiques pour construire et faire progresser ses forces productives afin de répondre aux besoins de la population. Un exemple de projet économique est la récente mise en service d'une centrale solaire de 30 mégawatts pour alimenter le Niger, augmentant ainsi la capacité de production de 60 %. D'autres exemples se trouvent au Burkina Faso, qui a récemment mis en service une raffinerie d'or et une usine de transformation de tomates et a signé un accord avec la Russie pour la construction d'une centrale nucléaire. Le Mali, l'un des principaux producteurs de coton, a nationalisé son industrie du coton en créant une nouvelle société, la Société Malienne de Fil (SOMAFIL).

En collaboration avec la Chine, le Mali augmentera également sa production de coton en construisant deux nouvelles usines à Bamako et à Koutiala. Aujourd'hui, la région connaît un formidable essor et l'espoir renaît parmi les masses populaires qui ont pris en main le destin de leurs nations. Cependant, nous devons rester vigilants, car nous savons que les aspirations des peuples sont en contradiction antagoniste avec les intentions des impérialistes et de leurs valets néocoloniaux. Au fur et à mesure que la lutte de l'Alliance pour la libération nationale progresse, ses réalisations doivent être défendues contre ses ennemis, qui sont nombreux.

Dans son Handbook of Revolutionary Warfare, Kwame Nkrumah déclare : *« Un certain nombre de facteurs externes influent sur le succès de la lutte de l'Alliance : "Un certain nombre de facteurs externes affectent la situation africaine... Le premier d'entre eux est l'impérialisme...".* L'ennemi des masses africaines est l'impérialisme de l'Occident collectif (États-Unis, Europe, Canada et Australie). Par le militarisme (OTAN, AFRICOM), la domination économique (FMI, Banque mondiale, franc CFA), et bien sûr son appareil de propagande (RFI, France 24), les impérialistes étendent leur influence au-delà de leurs frontières afin d'extraire les ressources de l'Afrique en laissant dans leur sillage la violence, le chaos et la pauvreté.

Mais la forme la plus insidieuse de l'impérialisme est le néocolonialisme, administré par la bourgeoisie réactionnaire africaine. La CEDEAO, une organisation régionale dont les principes fondateurs reposaient sur la coopération et l'intégration des États d'Afrique de l'Ouest, est devenue un ennemi résolu des masses africaines. La CEDEAO a bien servi les impérialistes dans leur attaque contre le SEA. Leurs antagonismes contre l'AES comprennent le gel des avoirs du Niger, la menace d'une invasion militaire et l'imposition de sanctions illégales et inhumaines aux États membres de l'AES. Pour ces raisons, les pays de l'AES ont quitté la CEDEAO, les accusant à juste titre d'être sous influence étrangère et de constituer une menace pour leur souveraineté. Aujourd'hui, les dirigeants néocoloniaux, chiens d'attaque résolus à obéir aux efforts anti-africains et anti-populaires de leurs maîtres impériaux, ont accepté d'accueillir des bases militaires impérialistes pour encercler l'AES, la surveiller, l'intimider et, en fin de compte, tenter de détruire cette alliance. Outre la CEDEAO, un autre ennemi interne de l'Alliance des États du Sahel est l'Union africaine (UA). L'UA, qui reste fermement sous le contrôle de l'Occident collectif, n'a offert aucune assistance à l'AES, que ce soit sur le plan diplomatique ou matériel. Comme nous l'a enseigné Nkrumah dans son ouvrage fondamental, La lutte des classes en Afrique, ce n'est que lorsque la bourgeoisie autochtone et l'impérialisme auront été vaincus que les aspirations des masses africaines pourront être satisfaites.

Des décennies avant l'Alliance des États du Sahel, les dirigeants révolutionnaires africains Kwame Nkrumah, Ahmed Sékou Touré et Modibo Keïta, respectivement du Ghana, de la Guinée et du Mali, ont formé l'Union Ghana-Guinée-Mali, noyau de la future Union des États africains.

Les impérialistes, menacés par les aspirations de ce front unifié, se sont efforcés de le détruire. De même, Kadhafi, un panafricain convaincu qui se consacrait à l'unification de notre continent, a été tué en luttant pour cette cause. Aujourd'hui, l'Alliance des États du Sahel sert de noyau à l'unification totale de notre continent et nous offre une voie pour réaliser le panafricanisme (la libération et l'unification de l'Afrique). En outre, elle nous donne l'occasion de nous racheter après avoir échoué à défendre le dernier État socialiste d'Afrique, la Jamahiriya libyenne.

Les forces qui ont détruit la Libye sont les mêmes qui complotent aujourd'hui contre la révolution au Sahel. Comme nous le savons, les impérialistes utilisent les mêmes méthodes pour saboter et bloquer l'émergence des pays qui suivent la voix de la révolution. Leurs méthodes habituelles sont la désinformation et l'utilisation de pays fantoches voisins et d'organisations régionales pour attaquer les pays qui empruntent la voie de l'autodétermination. Les masses révolutionnaires de l'Alliance des États du Sahel nous rappellent que le chemin de la libération n'est pas facile et qu'il y a un prix à payer face à notre principal ennemi, le système capitaliste-impérialiste, qui pille et sème la terreur sur tout notre continent.

La Coalition pour l'élimination de l'impérialisme en Afrique appelle les masses africaines du continent et de la diaspora à s'organiser comme jamais auparavant pour défendre l'Alliance des États du Sahel, car cette alliance est à l'avant-garde de notre lutte contre l'impérialisme. Ce qui a commencé comme une lutte de libération nationale dans chaque État membre s'est rapidement consolidé en une union panafricaine pour l'émancipation complète de l'Afrique. L'AES reconnaît qu'ensemble, nous sommes plus forts et que seule une force panafricaine unie peut enterrer l'impérialisme une fois pour toutes.

Recommandations aux enfants d'Afrique et à tous les peuples du monde épris de justice :

• Condamner le gang impérialiste international, ses serviteurs néocoloniaux et tous ceux qui s'alignent sur eux pour terroriser, miner, exploiter et détruire la lutte des peuples pour la libération.

• Exiger la levée immédiate de toutes les sanctions imposées par les gouvernements impérialistes et les organisations sous-régionales qui pèsent encore sur les États membres de l'Alliance des États du Sahel et qu'ils soient indemnisés pour les pertes subies en violation de leur droit à l'autodétermination tel que stipulé dans la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples.

• Restez vigilants et ne vous laissez pas séduire par les médias impérialistes et leurs laquais.

• Apportez un soutien matériel à l'AES en contribuant aux fonds de solidarité nationaux organisés dans chaque État.

• Soutenir les organisations anti-impérialistes locales en leur apportant un soutien idéologique et matériel.

• Rejoignez une organisation qui lutte pour le renversement du système capitaliste-impérialiste !

À bas l'impérialisme !
À bas le néocolonialisme !
Vive la révolution !
Vive l'Alliance des États du Sahel !

Black Agenda Report
1er Mai 2024
Traduction Bernard Tornare
2 Mai 2024

KATOU
RESTAURANT
5012 Ave M
(Entre E. 51 et Utica)
10h am – 10h pm
Une innovation dans la cuisine haïtienne à Brooklyn
Tous les plats haïtiens réalisés par une équipe de cordons bleus recrutés sous la supervision de Katou
Griots – Poissons – Poissons Gros Sel
– Dinde – Poulet – Cabri
– Boeuf – Légumes
Bouillon le samedi – Soupe le dimanche – Bouillie de banane le soir
Appelez le 718-618-0920
Livraison à domicile
Si vous avez du goût, vous ne lâcherez pas Katou Restaurant



La Colombie rompt ses liens diplomatiques avec Israël. «Si la Palestine meurt, l'humanité meurt»



Le président colombien Gustavo Petro prononce un discours lors d'un rassemblement du 1er mai (fête du travail) à Bogota, le 1er mai 2024 et annonce vouloir rompre tout lien diplomatique avec Israël. (AFP)

Par Al Manar

Le président de la Colombie Gustavo Petro a annoncé, le mercredi 1er mai, vouloir rompre tout lien diplomatique avec Israël, qualifiant le Premier ministre Benjamin Netanyahou de «génocidaire».

«Demain, les relations diplomatiques avec Israël seront rompues», a déclaré Petro, premier président de gauche de l'histoire de la Colombie, dans un discours prononcé devant ses partisans à Bogota. *«On ne peut pas revenir aux époques de génocide, d'extermination d'un peuple entier»*, a ajouté le président. *«Si la Palestine meurt, l'humanité meurt»*, a-t-il lancé déclenchant les vivats de la foule.

Gustavo Petro avait ensuite annoncé suspendre l'achat d'armements fabriqués par Israël, l'un des principaux fournisseurs des forces de sécurité du pays sud-américain, réitérant ses affirmations concernant «un génocide» en cours à Gaza qui «rappelle l'Holocauste même si les puissances mondiales n'aiment pas le reconnaître».

Il a poursuivi en disant : «Les pays ne peuvent pas rester les bras croisés face aux événements à Gaza. Si la Palestine meurt, l'humanité meurt, et nous ne la laisserons pas mourir».

En réaction, le mouvement de résistance palestinien Hamas a salué jeudi l'annonce par le président colombien. «*Nous apprécions grandement la position du président colombien Gustavo Petro (…) que nous considérons comme une victoire pour les sacrifices de notre peuple et sa cause qui est juste*», a déclaré dans un communiqué la direction du Hamas, en appelant d'autres pays d'Amérique latine à «rompre» leurs relations avec Israël.

Côté israélien, le président colombien Gustavo Petro a été qualifié d'«antisémite» par le ministre israélien des Affaires étrangères Israël Katz.

La Colombie solidaire du Brésil

Gustavo Petro avait déjà le 20 février accusé Israël de commettre un «génocide» des Palestiniens dans la bande de Gaza, exprimant alors sa «pleine solidarité» avec son homologue brésilien Luiz Inacio Lula Da Silva plongé dans une crise diplomatique pour avoir dressé une comparaison entre l'offensive israélienne contre Gaza et celle des nazis contre les juifs.

Le Brésil et la Colombie soutiennent la procédure historique intentée par l'Afrique du Sud contre Israël devant la Cour internationale de Justice (CIJ) à La Haye pour violation de la Convention sur le génocide de 1948.

Al Manar 1er mai 2024

USA : arrestation de plus de 2 000 universitaires pro-palestiniens



La police américaine procède aux arrestations dans le campus de l'université Columbia à New York, le 2 mai 2024. © AP

Aux États-Unis, plus de 2 000 personnes ont été interpellées suite aux rassemblements en soutien à la Palestine dans les universités.

La police américaine a procédé à l'arrestation de plus de 2 000 personnes depuis le lancement du mouvement étudiant pro-palestinien contre Israël, a rapporté Associated Press, vendredi 3 mai. Ceci étant, le campus de UCLA en Californie était le théâtre d'intenses affrontements entre les forces anti-émeutes et les protestataires au cours des dernières 24 heures, ajoute AP.

Faisant état de l'arrestation d'au moins 200 personnes, la police de Californie a fait usage de grenades assourdissantes pour disperser des centaines de protestataires qui avaient formé une chaîne humaine et refusaient de quitter le campus de l'université.

La police américaine a recours aux gaz lacrymogènes et aux balles en caoutchouc alors que les manifestations anti-israéliennes secouent les campus universitaires. Ce recours à des moyens extrêmes pour réprimer la mobilisation des universitaires et leurs manifestations pacifiques met largement en cause les revendications prétentieuses des États-Unis en tant que grand donneur de leçons de liberté d'expression.

Sans dire le moindre mot sur les crimes commis par Israël dans la bande de Gaza qui sont à l'origine du mouvement étudiant aux États-Unis, le président américain y a réagi en mettant en avant le droit de manifester mais sans violence et la haine. *« Je comprends que le peuple [américain] a des sentiments forts et les convictions profondes, mais cela [ce problème] doit être réglé dans le cadre de la loi, sans recours à la violence, à la destruction et à la haine »*, a-t-il déclaré.

Accusant les protestataires contre la guerre à Gaza d'être source de crainte, il a ajouté que *l' « Amérique n'est pas un pays sans loi »*.

French Press Tv 03 Mai 2024

États-Unis : Travailleurs de Mercedes, debout !

Du 13 au 17 mai, les travailleurs et travailleuses de l'usine Mercedes d'Alabama, aux États-Unis, la seule usine Mercedes au monde à ne pas compter de syndicat, se prononceront pour la première fois sur une représentation syndicale. Selon la législation américaine, il faut qu'une majorité se prononce en faveur d'un scrutin pour qu'il ait lieu. Dans un manque flagrant de respect pour la démocratie et les droits fondamentaux des travailleurs, l'employeur s'est engagé dans une campagne de dénigrement des syndicats pour influencer le vote à venir.



Les travailleurs et travailleuses de l'usine Mercedes d'Alabama, aux États-Unis, la seule usine Mercedes au monde à ne pas compter de syndicat

Des publicités laissent entendre que la création d'un syndicat entraînera la délocalisation des emplois hors de l'État et invitent les travailleurs et travailleuses à "réfléchir aux conséquences" de leur adhésion à un syndicat. Sur son site web, le comité d'information des travailleurs de MBUSI prétend "éduquer les salariés sur les visées radicales et égoïstes de l'UAW". Le message projeté est clair : nous sommes une grande famille pour l'instant, mais si nous votons pour l'UAW, ce ne sera plus le cas.

À ce sujet, le Secrétaire général d'IndustriALL, Atle Høie, a déclaré : *« La famille semble être un argument important de l'entreprise contre le syndicat. Mais les travailleurs et travailleuses ne doivent pas oublier que la famille dont parle l'entreprise est un modèle patriarcal où le père prend tout l'argent et en donne le moins possible à ses dépendants. L'entreprise sait qu'avec un syndicat, elle devrait négocier avec une main-d'œuvre plus puissante la répartition de l'argent gagné. Bien sûr, elle ne veut pas de syndicat, elle veut l'argent. Cela n'a rien à voir avec la famille. Une famille est une entité qui prend soin de vous et qui veille à ce que vous ayez votre juste part. L'approche de l'entreprise est déplorable et n'est en aucun cas dans l'intérêt des travailleurs. »*

Ce scrutin en Alabama fait suite à la victoire à l'usine Volkswagen de Chattanooga en avril, qui est devenue la première du sud des États-Unis à se syndiquer par le biais d'un scrutin depuis les années 1940. Aussi, dans le cadre d'une autre victoire qui montre à quel point un syndicat peut faire la différence, l'UAW a conclu le 26 avril dernier un accord de principe avec Daimler Truck, qui prévoit une augmentation générale des salaires de 25 % sur quatre ans et, pour la première fois, une participation aux bénéfices et des ajustements en fonction du coût de la vie.

Atle Høie poursuit en disant que *« Le succès appelle le succès ; les travailleurs de Chattanooga se sont battus avec acharnement pour obtenir gain de cause et ont réussi. Ils étaient la dernière usine Volkswagen au monde à se syndiquer, mais ils pourront désormais faire entendre leur voix sur le lieu de travail. Nous soutenons les travailleurs de Mercedes en Alabama, qui voteront dans le courant du mois, afin d'inverser la tendance dans le Sud des États-Unis, traditionnellement hostile à la syndicalisation »*

IndustriALL 2 mai 2024

Le secrétaire général de l'ONU appelle à une enquête sur les charniers à Gaza où des citoyens ont été enterrés vivants

Par Le Média en 4-4-2

L'ONU appelle à une enquête sur les charniers découverts à Gaza. Des centaines de corps ont été exhumés, et il existe des allégations de violations du droit international.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé mardi à une enquête interne sur les charniers récemment découverts à Gaza. «*Je suis profondément alarmé par les informations selon lesquelles des charniers ont été découverts dans plusieurs endroits de Gaza, notamment dans les complexes médicaux Al Shifa et Nasser. Rien qu'à Nasser, plus de 390 corps auraient été exhumés*», a-t-il déclaré.

Il existe des récits autour de plusieurs de ces charniers, y compris de graves allégations selon lesquelles certaines des personnes enterrées auraient été tuées illégalement, a-t-il déclaré aux journalistes. «*Il est impératif que des enquêteurs internationaux indépendants, dotés d'une expertise médico-légale, soient autorisés à accéder immédiatement aux sites de ces fosses communes, afin d'établir les circonstances précises dans lesquelles des centaines de Palestiniens ont perdu la vie et ont été enterrés ou réenterrés. Les familles des morts et des disparus ont le droit de savoir ce qui s'est passé. Et le monde a le droit de répondre de toute violation du droit international qui aurait pu avoir lieu*», a-t-il déclaré.

Les hôpitaux, les agents de santé, les patients et tous les civils doivent être protégés. Les droits humains de tous doivent être respectés, a déclaré António Guterres.



Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres

Le système de santé à Gaza a été décimé par la guerre. Les deux tiers des hôpitaux et centres de santé sont hors service. Beaucoup de ceux qui restent sont gravement endommagés. Certains hôpitaux ressemblent désormais à des cimetières, a-t-il noté.

Le ministère de la Santé de Gaza a réagi avec effroi suite à la découverte d'une fosse commune dans la ville de Khan Younès, après le départ des troupes israéliennes. Les conclusions de l'enquête révèlent des actes de violence extrême.

Selon les autorités sanitaires de Gaza, les corps retrouvés dans la fosse commune présentent des signes d'exécution directe, de décapitation et d'amputation de membres et d'organes. Le ministère de la Santé a vivement condamné ces actes et a accusé l'occupation israélienne d'avoir commis un génocide. Le bilan des victimes continue de s'alourdir, avec 34 568 morts et 77 765 blessés recensés. Le ministère de la Santé a appelé la communauté internationale à intervenir pour mettre fin aux violences et à garantir la protection des civils palestiniens.

Voici l'échange surréaliste entre l'attaché de presse adjoint à la Maison Blanche de l'administration Biden, Vedant Patel, et un journaliste sur la question des charniers :

Journaliste : «Les preuves trouvées dans les fosses communes de Gaza montrent des actes de torture et des signes d'enterrement vivant, les Palestiniens ont appelé à une enquête indépendante, qu'est-ce qui ne va pas avec ça ?»

Patel : «Nous demandons à Israël».

Journaliste : «Vous demandez à l'accusé d'enquêter lui-même ?»

Patel : «Nous demandons à Israël».

L'hypocrisie ira à son comble lorsque Vedant Patel dira : «Les États-Unis «ne croient pas» que la Cour pénale internationale soit compétence pour juger les crimes d'Israël, mais les États-Unis continueront à travailler «en étroite collaboration» avec la même cour dans leur travail en Ukraine, au Darfour et au Soudan».

Le Média en 4-4-2

Bolivie : Evo Morales est exclu de la direction du MAS et le nouveau leader appelle à la « refondation »

L'ancien président bolivien Evo Morales (2006-2019) a été exclu de la nouvelle direction nationale du Mouvement vers le socialisme (MAS), formé ce dimanche lors d'un congrès promu par des groupes qui suivent le Gouvernement de Luis Arce, dans la ville d'El Alto.

« Evo Morales est l'ancien président de l'instrument MAS, il y a un nouveau président qui est ma personne », a déclaré Grover García, élu chef du parti et représentant de la Confédération unitaire des syndicats



Grover García le nouveau leader du Mouvement vers le socialisme (MAS)



Evo Morales exclu de la nouvelle direction nationale du MAS

des travailleurs paysans de Bolivie (CSUTCB), une organisation liée à l'Exécutif de l'Arce.

García a déclaré, après avoir prêté serment comme nouveau président du MAS, que « la « démocratie » et la discrimination ont pris fin » et que dans les 90 prochains jours un congrès sera convoqué pour modifier les statuts du parti afin de le « refonder ».

Face aux avertissements des secteurs proches de Morales de bloquer les routes pour protester contre la réunion politique des groupes liés à Arce, García a affirmé que "les mobilisations sont contre le peuple, contre les familles et ce n'est pas correct".

De son côté, Arce a assuré sur les réseaux sociaux que *« plus jamais notre instrument politique ne doit être utilisé pour satisfaire les aspirations d'une personne ou d'un groupe ; plus jamais nos organisations sociales ne doivent être reléguées de leur propre projet politique »*.

Aporrea news 06 mai 2024
Captions



Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ATTORNEY

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

AUCTIONS

INVESTMENT OPPORTUNITY ONLINE AUCTION: 5/1-5/31 Bar & Grill with Brewery Equipment. 126 N. 3rd Street, Douglas, Wyoming. 10,900 SF Retail, TURN-KEY OPERATION! Sale Info: 800-536-1401, x.401 AuctionsInternational.com Promo code: WESTBID24

EVENTS

ANTIQUE LOVERS TAKE NOTE! BRIMFIELD IS HERE – ALL SHOWS! May 14-19. New shows open daily! www.brimfieldantiqueweek.com. 2024 dates: May 14-19, July 9-14, September 3-8

HEALTH

FreedomCare. Let your loved ones care for you and get paid! Paid by Medicaid. Choose family or friends as your paid caregiver. Check your eligibility today! Call FreedomCare now! 1-855-385-7556

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 1-855-3

HEALTH

Attention: VIAGRA and CIALIS USERS! A cheaper alternative to high drugstore prices! 50 Pill Special - Only $99! 100% guaranteed. CALL NOW: 1-855-399-2582

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-819-7060

HELP WANTED

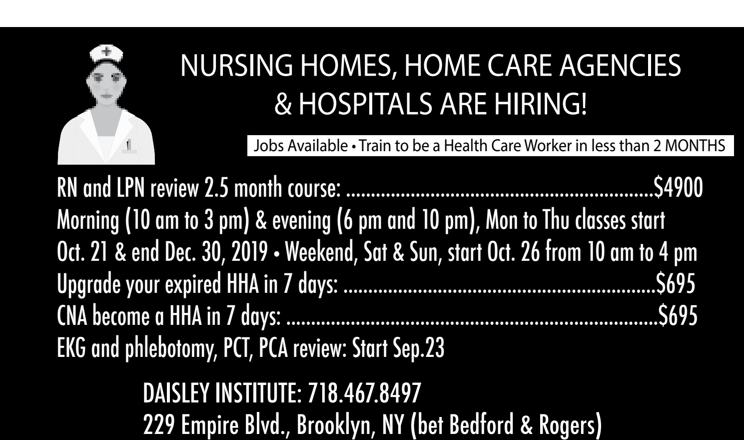
Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

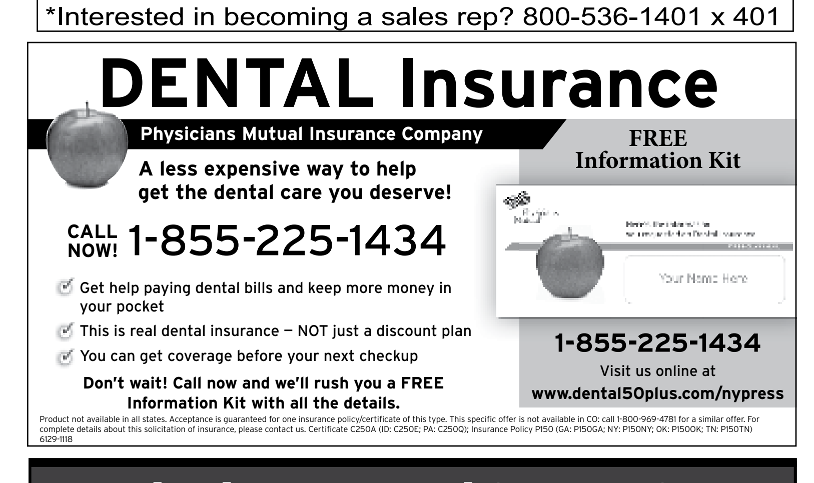
Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

Do you need a Roof or Energy Efficient Windows & Help paying for it? YOU MAY QUALIFY THROUGH NEW RELIEF PROGRAMS (800) 944-9393 or visit NYProgramFunding.org to qualify. Approved applications will have the work completed by a repair crew provided by: HOMEOWNER

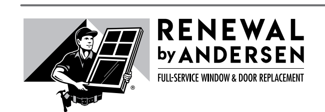








Save on Windows and Doors!
Buy One, Get One 40% OFF ALL WINDOWS AND DOORS
AND Take an Extra $100 OFF YOUR ENTIRE PURCHASE
AND Affordable Financing! NO Money Down, NO Monthly Payments, NO Interest for 12 months
Minimum purchase of 4 – interest accrues from the date of purchase but is waived if paid in full within 12 months.





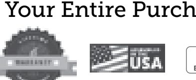




Kitchen Magic
Get your *dream* kitchen remodel today and take
$2500 OFF.
855.281.6439
Up to 10-15% Off maintenance-free cabinet door collections. Cannot be combined with any other offers. Offer valid during initial consultation only. Does not apply to prior purchases. Homeowner must complete their free design consultation by 6/30/2024 to qualify for this promotion. NYLicense#Nassau:H1759490000 Suffolk:16183H NY/Rockland:5642.



CALL TODAY FOR A FREE INSPECTION!
1-855-478-9473
20% OFF Your Entire Purchase* + 10% OFF Seniors + Military





++ We offer financing that fits your budget![1]

+ See Representative for full warranty details. *One coupon per household. No obligation estimate valid for 1 year. 1Subject to credit approval. Call for details AR #0366920922, CA #1035795, CT #HIC.0649905, FL #CBC056678, IA #C127230, ID #RCE-51604, LA #559544, MA #176447, MD #MHIC148329, MI # 2102212986, #262000022, #262000403, #2106212946, MN #IR731804, MT #226192, ND 47304, NE #50145-22, NJ #13VH09953900, NM #408693, NV #86990, NV #H-19114, H-52229, OR #218294, PA #PA069383, RI #GC-41354, TN #7656, UT #10783658-5501, VA #2705169445, WA #LEAFFNW822JZ, WV #WV056912



Niger: Washington doit accélérer son retrait



Au Niger, le peuple exige aux militaires Etats-uniens de laisser le pays

Alors que les troupes du régime washingtonien doivent se préparer à quitter très prochainement le Niger, la détermination des forces panafricanistes et des alliés dans le cadre de l'ordre multipolaire international – sont en train de donner un coup d'accélérateur au processus concerné. Afin de rappeler qui impose les règles et en vue de donner un message clair à ceux qui pourraient être tentés à vouloir faire une action revancharde.

Les militaires russes sont entrés dans une base abritant l'armée US au Niger, selon un responsable étasunien – indique Reuters. Ledit représentant washingtonien de la défense, s'exprimant sous couvert d'anonymat, a déclaré que les forces russes n'étaient pas en contact direct avec les troupes étasuniennes, et utilisaient un hangar séparé sur la base aérienne 101, située à côté de l'aéroport international Diori Hamani – à Niamey, la capitale nigérienne.

Reuters note également que ce face-à-face entre militaires russes et étasuniens au Niger – arrive à un moment où la rivalité militaire et diplomatique des deux pays est de plus en plus acrimonieuse, notamment dans le cadre du conflit en Ukraine. Et que cela soulève également des questions sur le sort des installations américaines dans le pays après le retrait US. Tout en rappelant que les USA et leurs alliés ont été contraints à retirer leurs troupes de nombre de pays africains – suite à la décision des autorités des pays respectifs à se distancier des gouvernements occidentaux. Outre le départ imminent du Niger, les troupes étasuniennes ont également quitté le Tchad au cours des derniers jours, tandis que les forces françaises ont été expulsées du Mali et du Burkina Faso.

L'instrument médiatique occidental oublie juste une petite précision importante : les troupes du régime hexagonal – ont été expulsés du Niger aussi, et ce avant la décision d'expulser également les troupes du régime washingtonien. Quant aux raisons de l'arrivée des militaires russes sur la base où se trouve encore des troupes du régime US, il faudrait certainement y voir plusieurs raisons.

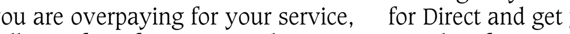
Premièrement, il s'agit d'une réponse des autorités du Niger aux gesticulations précédentes émanant de Washington – à savoir que toute coexistence avec des militaires russes serait impossible. Ainsi le leadership nigérien émet un rappel explicite quant au fait – qu'en terre nigérienne – c'est les Nigériens qui prennent les décisions. Et certainement pas le régime US. Deuxièmement – il s'agirait justement d'un coup d'accélérateur au retrait étasunien – à l'heure où le régime de Washington a indiqué qu'il quittera le pays au cours des prochains mois. Ainsi, il est toujours important à rappeler aux prétendus «exceptionnels» que le calendrier et un deadline de retrait devront être respectés.

Troisièmement – le positionnement du Corps africain du ministère russe de la Défense face aux forces représentant le chef du camp des nostalgiques de l'unipolarité – sonne comme un avertissement au cas où le régime washingtonien serait tenté à faire des actions irréfléchies. Après tout, il est aujourd'hui admis qu'à l'instar de son vassal hexagonal – le rejet vis-à-vis de Washington à l'échelle du continent africain comme à l'échelle internationale – passe mal pour les concernés et est perçue comme une véritable humiliation pour la minorité planétaire occidentale.

Confirmant une fois de plus l'analyse récente d'Observateur Continental – à savoir que tôt ou tard l'extrême minorité occidentale – devra apprendre à vivre autrement – face à des peuples représentant la majorité globale et s'affirmant haut et fort comme des partisans résolus de l'ordre multipolaire international contemporain.

Enfin, et au moment où Washington, à l'instar de Paris, cherche désespérément des endroits pour pouvoir maintenir sa posture néocoloniale en Afrique – il devra sans le moindre doute garder en mémoire – que le rejet subi actuellement au Niger, membre à part entière de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) – alliance qui assume aujourd'hui pleinement son rôle historique dans le cadre non seulement du Sahel, mais aussi de tout le continent africain, en qualité de force largement inspirante pour les panafricanistes et les partisans de la multipolarité – que des situations similaires ne tarderont certainement pas à arriver prochainement à d'autres endroits de sa présence. Et ce – en Afrique comme à d'autres endroits du monde. Y compris là, où Washington pense encore être le «bienvenu».

PressTv 7 mai 2024



FUNDING. Not affiliated with State or Gov Programs.

HOME IMPROVEMENT

BEAUTIFUL BATH UPDATES in as little as ONE DAY! Superior quality bath and shower systems at AFFORDABLE PRICES! Lifetime warranty & professional installs. Call Now! 1-855-399-2076

MISCELLANEOUS

Get Boost Infinite! Unlimited Talk, Text and Data For Just $25/mo! The Power Of 3 5G Networks, One Low Price! Call Today and Get The Latest iPhone Every Year On Us! 844-329-9391

SERVICES

PEST CONTROL: PROTECT YOUR HOME from pests safely and affordably. Roaches, Bed Bugs, Rodent, Termite, Spiders and other pests. Locally owned and affordable. Call for service or an inspection today! 1-866-448-8311 Have zip code of property ready when calling!

TRAVEL SERVICES

SAVE ON YOUR TRAVEL PLANS! Up to 75% More than 500 AIRLINES and 300,000 HOTELS across the world. Let us do the research for you for FREE! Call: 877 988 7277

TV INTERNET PHONE

AFFORDABLE TV & INTERNET. If you are overpaying for your service, call now for a free quote and see how much you can save! 1-855-399-2803

TV INTERNET PHONE

DIRECTV- All your entertainment. Nothing on your roof! Sign up for Direct and get your first three months of Max, Paramount+, Showtime, Starz, MGM+ and Cinemax included. Choice package $84.99/mo. Some restrictions apply. Call DIRECTV 1-888-534-6918.

Call today and receive a
FREE SHOWER PACKAGE
PLUS $1600 OFF
SAFE STEP
WALK-IN TUB
1-855-916-5473
With purchase of a new Safe Step Walk-In Tub. Not applicable with any previous walk-in tub purchase. Offer available while supplies last. No cash value. Must present offer at time of purchase. CSLB 1082165 NSCB 0082999 0083445
EASE OF USE CERTIFIED Arthritis Foundation
MADE IN TENNESSEE
BBB ACCREDITED BUSINESS
LIFETIME LIMITED WARRANTY
FINANCING AVAILABLE WITH APPROVED CREDIT











U.S. REPRESSION AND INTERVENTION!

Join us as we discuss Resistance in Puerto Rico, Cuba, Haiti, and Palestine to U.S. repression and intervention.

Panel:

César Sanchez, National Network on Cuba

Terrence Freeman, Diaspora Pa'lante Collective

Berthony Duport, Haiti Liberte Newspaper

Representative of the Palestinian Youth Movement

Saturday, May 18th,2024 @ 2:30pm-4:30pm.

The People's Forum
320 W37th St.
(Btw. 8th-9th Avenue)
Cinema Room Lower Level



The ProLibertad Freedom Campaign
ProLibertadfc@gmail.com

APPELEZ LE 911

VOUS AVEZ REMARQUÉ QUELQUE CHOSE DE SUSPECT DANS LES TRANSPORTS?
CE N'EST PEUT-ÊTRE RIEN.
ET SI CE N'ÉTAIT PAS RIEN?
N'HÉSITEZ PAS À APPELER LE 911 SI VOUS REMARQUEZ QUELQUE CHOSE.

Appelez le 911 et contribuez à la sécurité de nos installations, des trains et gares PATH au campus du World Trade Center. Vous n'aurez pas à fournir la moindre information personnelle.
Visitez le site panynj.gov

PORT AUTHORITY NY NJ
AIR LAND RAIL SEA